

68/28

NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

CAMI.9/6
ICE/1989/6
17 avril 1989

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Réunion du Comité intergouvernemental
plénier d'experts sur
l'industrialisation en Afrique

Harare (Zimbabwe), 22-26 mai 1989

Point 5 a) de l'ordre du jour provisoire

Neuvième Réunion de la Conférence
des ministres africains de l'industrie

Harare (Zimbabwe), 29 mai-1er juin 1989

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

Rapport sur les mesures prises pour appliquer
d'autres grandes décisions prises
à la huitième Conférence des ministres africains de l'industrie

ETUDE SUR LA PROCLAMATION
D'UNE
JOURNEE DE L'INDUSTRIALISATION EN AFRIQUE*

Document établi par
le Secrétariat de l'ONUDI
en coopération avec la CEA ET L'OUA

* Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Traduction d'un document n'ayant pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES UTILISES		vi
Note de synthèse		vii - xii
I. INTRODUCTION	1 - 30	1
A. Historique	1 - 22	1
- La Décennie du développement industriel de l'Afrique	1 - 4	1
- Principaux facteurs ayant une incidence sur le secteur industriel	5 - 7	2
- Evaluation globale de l'activité industrielle	8 - 12	2
- Modernisation et développement industriel	13 - 14	3
- Développement, planification et utilisation des ressources humaines	15 - 16	3
- Liens entre industrie et agriculture	17 - 20	4
- Réformes	21 - 22	5
B. Origine de l'étude (textes portant autorisation du programme)	23 - 24	5
C. Mesures prises par les secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI	25 - 26	6
D. Déroulement de la mission de l'expert	27 - 29	6
E. Remerciements	30	7
II. RESUME DES PRINCIPALES OBSERVATIONS ET CONCLUSIONS EMISES AU COURS DES MISSIONS SUR LE TERRAIN	31 - 64	7
A. Entretiens aux sièges de l'ONUDI, de la CEA et de l'OUA	32 - 47	7
- Siège de l'ONUDI, à Vienne (Autriche)	32 - 40	7
- Siège de la CEA, à Addis-Abeba (Ethiopie)	41 - 43	10
- Secrétariat de l'OUA à Addis-Abeba (Ethiopie)	44 - 47	10

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
B. Entretiens avec les représentants des des organismes des Nations Unies	48 - 64	11
- Secrétariats de la FAO, du FIDA et du PAM, à Rome (Italie)	48 - 51	11
- Bureau régional de l'OIT pour l'Afrique, Addis-Abeba (Ethiopie)	52	12
- Unesco, Paris (France)	53 - 60	12
- Office des Nations Unies à Genève (Suisse)	61 - 64	14
C. Entretiens avec des pays et des organisations africains	65 - 89	16
- Côte d'Ivoire	65 - 68	16
- Egypte	69 - 71	17
- Ethiopie	72 - 73	18
- Gabon	74 - 76	18
- Kenya	77 - 81	19
- Nigéria	82 - 85	20
- Zambie	86	20
- Zimbabwe	87 - 89	21
D. Résumé des réponses reçues de pays non visités par le consultant au télex de l'ONUDI du mois de février 1988	90 - 93	21
- République centrafricaine	90	21
- Madagascar	91	22
- Sénégal	92	22
- Sierra Leone	93	22
III. RECOMMANDATIONS	94 - 117	22
A. Proclamation de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique (JIA)	94	22
B. Objectifs	95 - 97	22
C. Date proposée pour la célébration de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique	98	23
D. Choix d'un thème et d'un emblème pour la Journée de l'industrialisation de l'Afrique	99 - 100	23
E. Activités prévues pour la célébration de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique	101 - 104	23

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
F. Structures institutionnelles de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique	105 - 111	25
G. Incidences financières de la proclamation de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique	112 - 117	26
IV. CONCLUSION	118 - 120	27
ANNEXES		
I. Liste des pays dans lesquels l'expert s'est rendu et les organisations qui l'ont reçu		29
II. Journées et semaines internationales annuelles célébrées par l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées		30
III. Journées nationales et internationales annuelles célébrées en Afrique		32

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES UTILISES

BAD	Banque africaine de développement
BADEA	Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique
BIT	Bureau international du Travail
BOAD	Banque ouest africaine de développement
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEAO	Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté économique des Etats d'Afrique centrale
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
IDDA	Décennie du développement industriel de l'Afrique
JIA	Journée de l'industrialisation de l'Afrique
MULPOC	Centre multinational de programmation et d'exécution de projets
OADI	Organisation arabe de développement industriel
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONU	Organisation des Nations Unies
OUA	Organisation de l'unité africaine
PAM	Programme alimentaire mondial
PANA	Agence panafricaine d'information
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PTA	Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe
SADCC	Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe
UDEAC	Union douanière et économique de l'Afrique centrale
UIT	Union internationale des télécommunications
Unesco	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
URTNA	Union des radiodiffusions et télévisions nationales

Note de synthèse

Historique

1. Les chefs d'Etat et de gouvernement des pays africains, constatant la nécessité de modifier radicalement les modalités du développement socio-économique de la région et reconnaissant le rôle crucial de l'industrie dans ce processus ainsi que la nécessité de traduire dans les faits les objectifs de développement définis dans le Plan d'action et l'Acte final de Lagos, ont proclamé la période 1980-1990 Décennie du développement industriel de l'Afrique.

2. Le programme de la Décennie préconise une nouvelle approche qui a son origine dans la détermination d'intégrer la mise en valeur des ressources humaines, la mise en place des mécanismes institutionnels et des capacités techniques nécessaires à la mise en valeur et à l'utilisation effective des ressources naturelles et des richesses matérielles de la région, l'élargissement des marchés locaux, l'ouverture de la gamme des complémentarités et le renforcement des liens entre l'industrie et les autres secteurs de l'économie. Il souligne l'importance des marchés nationaux, sous-régionaux et régionaux pour l'approvisionnement en facteurs de production tels que les matières premières et les machines et aussi pour l'offre de compétences dans les domaines de la technique, de la gestion et de la planification des projets. Il trace les grandes lignes de l'action nécessaire aux niveaux national, sous-régional, régional et mondial, tant pendant la phase préparatoire que pendant la phase d'exécution prévues à titre indicatif pour les périodes 1982-1984 et 1985-1990.

3. La période qui a suivi la proclamation de l'IDDA en 1980 a vu se poursuivre les multiples chocs extérieurs qui avaient motivé l'adoption du Plan d'action de Lagos et la proclamation de l'IDDA. Il est particulièrement inquiétant d'observer que malgré ces deux initiatives, le fardeau du service de la dette extérieure qui pèse sur la région d'Afrique a atteint un poids insupportable dans plusieurs pays d'Afrique. Plus grave encore, la région n'a pas enregistré d'augmentation sensible des flux de crédits et de capitaux d'origine internationale. Dans l'ensemble, elle subit donc toujours des contraintes internes dues principalement à ses ressources financières limitées, à l'insuffisance des stratégies, politiques et plans industriels, à celle de l'infrastructure institutionnelle et de la main-d'oeuvre industrielle et enfin - s'agissant de la transformation des produits agricoles et minéraux intermédiaires - à la faiblesse des relations intra-industrielles.

4. En raison des turbulences de l'économie mondiale à l'extérieur de la région et des contraintes intérieures subies par les pays, le taux de croissance de la production industrielle n'a pas été impressionnant pour l'ensemble de la région. Selon les estimations et les prévisions de l'ONUUDI pour 1988 et 1989, le PIB de la région ne devrait s'élever respectivement que de 2,7 % et 3,4 % et la VAM de 3,9 % et 4,6 %. Ces chiffres masquent de grandes disparités d'un pays à l'autre et d'une sous-région à l'autre. Par exemple, la part des cinq pays d'Afrique du Nord dans le produit manufacturier du continent représente environ 44 %, celle de neuf autres pays environ 42 %, les 34 pays restants n'intervenant que pour environ 14 %.

5. L'utilisation de la capacité industrielle installée des pays africains reste un problème grave. On estime, à partir des données de l'ONUUDI, qu'en 1986 par exemple, cette utilisation a été en moyenne de 32 % pour l'industrie des huiles végétales et des graisses, alors que dans les pays

développés, elle s'établissait entre 65 % et 85 %. La situation brièvement décrite dans le paragraphe qui précède indique la gravité des problèmes que connaissent les installations existantes des pays africains.

6. Bien qu'il soit reconnu dans le Plan d'action de Lagos et le Programme de l'IDDA, qu'un vivier de ressources humaines capables et efficaces est un moteur puissant pour le développement et qu'il faudrait consacrer une grande partie du budget national à l'éducation et à la formation, la situation désespérée des pays africains en ce qui concerne la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines, surtout pour les besoins de l'industrie, ne s'est pas modifiée depuis l'adoption du Plan et du Programme.

7. L'importance et le rôle prédominant de l'industrie n'ont pas été pleinement reconnus dans le passé quand furent élaborées les stratégies et politiques visant à accroître la production agricole et vivrière. En pratique, pour progresser de façon décisive sur la voie du développement agricole, un pays dépend largement de son niveau d'industrialisation. Il s'est révélé, à l'ONUDI, qu'au minimum l'industrie apporte à l'agriculture 50 % de tous ses intrants directs et 25 % de ses intrants indirects. L'efficacité du secteur agricole et la production de vivres à l'échelle voulue pour nourrir des centaines de millions de personnes, comme c'est le cas en Afrique, sont donc liées à l'existence d'une économie industrielle bien développée.

8. De nombreux pays africains ont été priés d'adopter les programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du FMI dont le plein effet sur le redressement de leur situation économique n'est pas encore visible. Tous ces efforts viennent de ce que l'on a reconnu que pour progresser réellement vers une solution durable de la crise économique de l'Afrique, il faut accélérer le développement du secteur industriel.

Origine de l'étude et suite donnée par les secrétariats

9. Au vu de cette situation et constatant la nécessité de prendre des mesures concertées pour promouvoir l'industrialisation de l'Afrique, la huitième Conférence des ministres africains de l'industrie, qui s'est réunie à Bujumbura (Burundi) du 17 au 19 septembre 1986, a adopté dans sa résolution 1 (VIII) une recommandation relative à la proclamation d'une "Journée de l'industrialisation de l'Afrique" qui serait célébrée chaque année.

10. Par cette résolution, les secrétariats de la CEA, de l'ONUDI et de l'OUA ont été priés de faire une étude sur l'application de cette recommandation et de présenter un rapport sur ce sujet à la Conférence des ministres africains de l'industrie, à sa neuvième session, rapport où serait indiqué le détail des incidences financières qui en découleraient pour les Etats Membres et les trois organisations. Le Secrétariat de l'ONUDI a recruté pour une courte durée un expert qu'il a chargé de l'aider à rédiger cette étude selon une méthode, des directives et un plan de travail sur lesquels les secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI s'étaient mis d'accord.

11. L'expert a commencé par une étude sur documents aux sièges de l'ONUDI, de la CEA et de l'OUA pour se faire une idée claire des objectifs et du programme de l'IDDA et aussi des mesures prises pour les promouvoir. Pendant ce temps, l'accord s'est fait sur un certain nombre d'organisations et de pays africains ainsi que d'organisations internationales où se rendrait l'expert. Celui-ci s'est rendu dans 12 pays africains ainsi qu'auprès de plusieurs organisations africaines et de 14 organisations internationales. Dans chaque pays, des

entretiens ont eu lieu non seulement avec des représentants du gouvernement mais aussi avec ceux d'organismes publics et privés concernés et ceux d'organisations nationales et internationales ainsi qu'avec d'autres Parties intéressées. Outre que son expert s'est ainsi déplacé sur le terrain, l'ONUDI est entrée en contact avec tous ses bureaux extérieurs en Afrique et leur a demandé de recueillir et de lui communiquer, au Siège, les vues du gouvernement et des organisations de chaque pays sur la question. La demande a été bien reçue et les propositions envoyées à l'ONUDI par quatre pays ont été incorporées, avec celles qui avaient été communiquées à l'expert à l'occasion de ses déplacements, aux recommandations qui figurent dans la présente étude.

Résumé des principales conclusions

12. Toutes les personnes avec lesquelles l'expert a pris contact ont été favorables à l'idée de proclamer une Journée de l'industrialisation de l'Afrique qui serait célébrée en Afrique comme les autres "Journées" de l'ONU, la Journée mondiale de l'alimentation, par exemple. Cette manifestation serait le moyen de souligner à nouveau le rôle fondamental de l'industrie dans le développement économique de l'Afrique et, par là, la nécessité d'une action concertée pour accélérer son développement. Elle permettrait aussi de mobiliser en faveur de la cause de l'industrialisation de l'Afrique les dirigeants politiques nationaux et les responsables des pouvoirs publics, de l'industrie et du monde des affaires ainsi que la communauté internationale.

13. Ces personnes ont présenté des suggestions de toutes sortes sur les activités à mener aux niveaux national, régional ou sous-régional et international pour célébrer cette Journée. Elles ont aussi fait des propositions sur son thème et son emblème et sur les structures institutionnelles nécessaires à l'organisation des activités prévues.

Recommandations

14. Comme les représentants des pays et organisations ainsi que ceux qui ont répondu au télex de l'ONUDI se sont déclarés à la quasi unanimité en faveur de la proclamation d'une Journée de l'industrialisation de l'Afrique, il est recommandé de prendre les mesures voulues pour proclamer officiellement cette Journée à partir de 1990, afin qu'elle soit célébrée chaque année simultanément aux niveaux national, régional ou sous-régional et international.

15. Le principal objectif de cette Journée serait de promouvoir l'industrialisation de l'Afrique en mobilisant les dirigeants politiques nationaux et les responsables des pouvoirs publics, de l'industrie et du monde des affaires ainsi que la communauté internationale. Elle viendrait compléter les efforts de promotion de l'industrie déployés ailleurs dans le système des Nations Unies et par les organisations non gouvernementales et gouvernementales.

16. Après examen attentif des dates des diverses fêtes nationales et internationales célébrées en Afrique, il est recommandé de retenir le 20 novembre pour la Journée de l'industrialisation de l'Afrique. A la suggestion de certains pays africains, il est aussi recommandé aux pays d'envisager de prolonger la célébration de cette Journée (la première se situant en 1990) pendant une semaine.

17. Il est recommandé d'adopter pour la première de ces Journées, en 1990, le thème suivant : "Relations entre industrie, agriculture et production

- x -

de l'Afrique", et pour la troisième année (en 1992) : "Mise en valeur des ressources humaines pour le développement industriel". Il est recommandé en outre de limiter le thème adopté pour chacune des années suivantes à un aspect spécifique de l'industrialisation et de prier la Conférence des ministres africains de l'industrie d'en décider deux ans à l'avance. Il est recommandé d'organiser un concours en Afrique pour choisir l'emblème de la Journée.

18. Comme pour les autres Journées internationales proclamées par l'Organisation des Nations Unies, il est recommandé de marquer la Journée de l'industrialisation de l'Afrique par les activités suivantes :

a) Discours et entretiens télévisés ou radiophoniques avec les chefs d'Etats et les ministres de l'industrie, ainsi que les chefs des secrétariats de l'ONUDI, de la CEA, de l'OUA et des organisations sous-régionales;

b) Séances de prospection d'idées, débats, colloques et séminaires télévisés ou radiodiffusés sur des aspects généraux ou spécifiques du thème choisi pour l'année;

c) Expositions de produits industriels fabriqués localement et de techniques indigènes;

d) Remise de médailles ou de décorations à des personnes et des entreprises qui se sont distinguées au service du développement national de l'industrie et des sciences et techniques;

e) Journées portes ouvertes dans l'industrie, les associations industrielles et les instituts de recherche;

f) Concours nationaux et régionaux ou sous-régionaux entre universités et autres établissements d'enseignement supérieur sur des sujets touchant l'industrie;

g) Elaboration et large diffusion de matériel publicitaire tel qu'affiches, brochures et communiqués de presse et publication de suppléments spéciaux sur l'industrie dans les journaux et les périodiques;

h) Production et large diffusion de films et de programmes télévisés et radiodiffusés;

i) Emission de médailles et de timbres-poste commémoratifs;

j) Manifestations sportives et autres activités destinées à recueillir des fonds (galas de danse, etc.).

19. En ce qui concerne les structures institutionnelles, il est recommandé que, dans chaque pays, le comité national pour l'ONUDI ou le comité national de coordination pour l'IDDA, s'il y en a, se charge de la coordination d'ensemble des préparatifs des diverses activités. Au niveau exécutif, le centre de liaison chargé des activités industrielles dans le pays et le mécanisme central opérationnel national pour la Décennie devraient se charger d'organiser les différentes activités dans le détail et au jour le jour.

20. Pour les sous-régions, il est recommandé que les comités sous-régionaux de coordination pour l'IDDA ou les comités de la coopération industrielle créés sous l'égide d'organisations sous-régionales coordonnent l'ensemble des

activités. Au niveau régional (continental), il est recommandé que la Conférence des ministres africains de l'industrie soit l'autorité chargée de l'orientation et des directives générales, en particulier s'agissant du thème adopté chaque année.

21. Sur le plan international, il est recommandé que le Secrétariat de l'ONUDI soit chargé d'organiser, de coordonner et de surveiller les préparatifs et aussi de maintenir les contacts avec la communauté internationale à ce sujet. Il est aussi recommandé que le Comité mixte intersecrétariats OUA/CEA/ONUDI pour la Décennie joue le rôle de centre de liaison et supervise, coordonne et suive les activités liées à la Journée de l'industrialisation de l'Afrique.

22. Il semble donc qu'il ne soit pas nécessaire de mettre sur pied des structures nationales, sous-régionales ou régionales et internationales particulières pour célébrer cette Journée car celles qui existent, en particulier pour l'IDDA, devraient suffire. Etant donné les grandes difficultés économiques que connaissent les Etats Membres, il est recommandé que les incidences financières de la Journée soient maintenues au niveau minimal pour les pays. On estime que le coût moyen des activités pour chaque pays s'établira entre 50 et 100 000 dollars suivant la taille du pays et les activités envisagées.

23. Le gouvernement de chaque pays devrait dégager des crédits sur le budget pour cette occasion mais il est recommandé de s'efforcer de mobiliser des fonds ailleurs. Diverses organisations comme les chambres de commerce et de l'industrie et les associations professionnelles ainsi que les grandes entreprises industrielles devraient être invitées à apporter une contribution qui serait soit une somme d'argent, soit des dons pour les concours. Outre ces ressources qu'il conviendrait de mobiliser sur place, les organisations internationales et régionales africaines comme la CEA, l'OUA et l'ONUDI devraient être priées d'offrir une assistance technique et financière aux gouvernements pour préparer la Journée.

24. Au niveau régional ou sous-régional, les incidences financières seront tout à fait minimales car les manifestations seront surtout nationales. Des ressources modestes seraient cependant nécessaires pour l'organisation de concours régionaux ou sous-régionaux et pour assurer la publicité des manifestations par l'intermédiaire d'agences d'information comme l'Union des radiodiffusions et télévisions nationales et l'Agence panafricaine d'information (URTNA et PANA). S'agissant des organisations internationales et régionales africaines, en particulier la CEA, l'OUA et l'ONUDI, il serait souhaitable de leur fournir les ressources qui leur permettraient d'offrir leur concours aux pays africains et d'organiser leurs propres activités pour célébrer la Journée.

25. En conclusion, la Journée de l'industrialisation de l'Afrique serait une occasion unique pour les dirigeants africains de réfléchir aux moyens d'accélérer l'industrialisation du continent et d'associer pleinement à l'effort national toutes les couches de la population, en particulier le monde des affaires, la jeunesse et les populations rurales.

26. Il importe de souligner que le résultat des efforts qui seront faits pour célébrer la Journée de l'industrialisation de l'Afrique ne seront pas facilement visibles, au moins à court terme. Il faudra beaucoup de patience. Cette opération n'aura donc de succès et ne sera suivie d'effets que si les gouvernements en ont la volonté politique et la soutiennent matériellement.

rendre périodiquement compte des effets de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique sur les efforts d'industrialisation de la région. A cet égard, il est recommandé que les secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI évaluent les activités menées pour célébrer la Journée de la première à la troisième année et présentent à la Conférence des ministres africains de l'industrie, à sa session de 1994-1995, un rapport détaillé comportant l'évaluation des résultats et la description des obstacles rencontrés ainsi que des propositions concernant les améliorations à apporter.

I. INTRODUCTION

A. Historique

La Décennie du développement industriel de l'Afrique

1. Conscients de la nécessité de modifier profondément le processus de développement socio-économique de l'Afrique et reconnaissant le rôle fondamental de l'industrie à cet égard, de même que la nécessité de chercher concrètement à atteindre les objectifs définis dans le Plan d'action et l'Acte final de Lagos, les chefs d'Etat et de gouvernement des pays d'Afrique ont proclamé les années 1980-1990 Décennie du développement industriel de l'Afrique. Ils ont donc appuyé sans réserve la résolution adoptée par l'ONUDI à sa troisième Conférence générale qui recommandait à l'Assemblée générale des Nations Unies de proclamer la Décennie afin d'appeler davantage l'attention sur l'industrialisation du continent en vue de mobiliser la volonté politique nécessaire et d'accroître l'appui financier et technique aux niveaux national, régional et international. A sa quatorzième session, en mai 1980, le Conseil du développement industriel de l'ONUDI a adopté la résolution 51(XIV) à l'appui de celle déjà adoptée par l'ONUDI à sa troisième Conférence générale et, à sa trente-cinquième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 35/66B, proclamant officiellement les années 80 Décennie du développement industriel de l'Afrique.

2. Le programme de la Décennie, adopté par la sixième Conférence des ministres africains de l'industrie et approuvé par l'OUA, repose sur le double principe de l'autonomie et de l'autosuffisance. Il identifie les besoins clefs aussi bien au niveau national qu'au niveau sous-régional. Il est essentiellement axé sur le fait que la stimulation de la croissance économique de l'Afrique doit avant tout être endogène. Cela suppose non seulement d'exploiter, de transformer et d'utiliser efficacement au niveau national et au niveau multinational les ressources naturelles locales, mais également de mettre en oeuvre une stratégie intégrée de développement reliant l'industrie à l'agriculture, au secteur énergétique, à l'infrastructure humaine et matérielle, au commerce et aux autres secteurs.

3. Le programme rejette vigoureusement l'approche au coup par coup adoptée par le passé et en préconise une nouvelle fondée sur une action énergique en vue du développement intégré des ressources humaines, des mécanismes institutionnels et des moyens techniques nécessaires à l'exploitation et à l'utilisation efficace des ressources naturelles et matérielles de la région ainsi qu'au développement des marchés locaux, à l'accroissement des complémentarités et au renforcement des liens entre l'industrie et d'autres secteurs de l'économie. A cet effet, il demande la création de comités de coordination et de centres de liaison opérationnels aux niveaux national et régional/sous-régional ainsi que le renforcement des comités et centres existants.

4. Le programme met également l'accent sur l'importance des marchés nationaux, sous-régionaux et régionaux pour la fourniture de moyens de production tels que les matières premières et l'équipement, ainsi que sur les compétences techniques, et en matière de gestion et de planification des projets. Il décrit les mesures à prendre lors de la phase préparatoire (1982-1984) et de la phase d'exécution (1985-1990) aux niveaux national, sous-régional, régional et mondial. Chaque pays est instamment invité à adopter une stratégie nationale reposant sur certains secteurs "moteurs" stratégiques choisis avec soin en fonction des ressources et des matières

premières disponibles (notamment énergétiques) et complétée par des projets d'appui dans les domaines stratégiques. Bien que le succès de la Décennie soit fonction, en dernière analyse, des mesures adoptées au niveau national, la coopération intra-africaine et internationale est essentielle pour parvenir à l'autonomie et à l'autosuffisance.

Principaux facteurs ayant une incidence sur le secteur industriel en Afrique

5. La période qui a fait suite à la proclamation de la Décennie en 1980 a continué d'être marquée par l'incertitude, l'instabilité et un ajustement difficile de l'économie mondiale. Les pays d'Afrique se sont révélés particulièrement vulnérables aux multiples chocs extérieurs qui ont motivé l'adoption du Plan d'action de Lagos et la proclamation de la Décennie : chute des prix des matières premières avec la détérioration des termes de l'échange qui en est résulté; forte hausse des prix du pétrole; récession des pays développés suivie d'une croissance modeste et d'une montée des mesures protectionnistes; volatilité des taux de change et des marchés financiers internationaux et accroissement des taux d'intérêt effectifs réels qui sont venus invalider les hypothèses qui avaient permis aux pays d'Afrique de s'endetter lourdement les années précédentes.

6. Il est particulièrement inquiétant de constater qu'en dépit de l'adoption du Plan d'action de Lagos et de la proclamation de la Décennie, le fardeau du service de la dette extérieure est devenu insurmontable dans plusieurs pays d'Afrique. Plus grave encore, les flux internationaux de crédits et de capitaux vers la région n'ont pas augmenté sensiblement.

7. Outre les facteurs extérieurs mentionnés ci-dessus, la région continue en général de connaître un certain nombre de problèmes internes et notamment : des ressources financières limitées; des stratégies, politiques et programmes de planification industrielle inappropriés; une infrastructure institutionnelle mal adaptée; une main-d'oeuvre industrielle insuffisante; et des liens intra-industriels peu développés en ce qui concerne la transformation des produits intermédiaires agricoles et minéraux.

Evaluation globale de l'activité industrielle

8. Etant donné les perturbations de l'économie mondiale et les obstacles locaux existants, le taux de croissance de la production industrielle dans la région est resté, globalement, peu important puisqu'en 1986 le produit intérieur brut (PIB) n'a progressé que de 2,7 % alors que la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (VAM) augmentait de seulement 4 %. Selon les estimations et les prévisions de l'ONUDI, le PIB de la région ne devrait progresser que de 2,7 % en 1988 et de 3,4 % en 1989, et la VAM de 3,9 % et de 4,6 % au cours de ces deux mêmes années.

9. Ces chiffres régionaux recouvrent par ailleurs d'importantes disparités entre les pays et les sous-régions. Par exemple, environ 44 % de la production manufacturière totale de l'Afrique est assurée par les cinq pays d'Afrique du Nord et près de 42 % par neuf autres pays, ce qui signifie que la part des 34 pays restants n'est que de l'ordre de 14 %.

10. Le faible niveau et la lenteur du développement industriel de la région tiennent à la stagnation des marchés intérieurs, au manque de matières premières pour les industries clefs, à l'insuffisance de la main-d'oeuvre industrielle qualifiée et au manque de matériel, de machines importées et de

pièces détachées. De plus, la région connaît de graves problèmes énergétiques en dépit de son potentiel considérable dans ce domaine. L'insuffisance des moyens de transport et de communication, de même que l'inefficacité du secteur des services figurent également parmi les principaux obstacles au développement socio-économique de l'Afrique.

11. Il était inévitable que ces difficultés économiques aient un effet pernicieux sur l'investissement industriel et, par conséquent, sur l'expansion. L'économie africaine typique en est encore au premier stade de développement en raison de certaines caractéristiques "structurelles" qui déterminent les conditions d'industrialisation. Cette situation offre un côté positif à savoir que la base industrielle des économies concernées est peu développée alors que la présence d'importantes ressources naturelles dans de nombreux pays offre de bonnes perspectives d'industrialisation.

12. Il y a cependant un aspect négatif : étant donné que dans la plupart des pays d'Afrique la population est peu importante et le revenu peu élevé, les marchés intérieurs pour les biens de consommation sont limités et beaucoup trop étroits pour qu'il soit possible de profiter au maximum des économies d'échelle dans de nombreux secteurs industriels. La coopération et l'intégration industrielles régionales et sous-régionales sont donc apparues comme indispensables à l'industrialisation de la région.

Modernisation et développement industriel

13. Les données sur l'utilisation de la capacité industrielle installée des pays d'Afrique depuis la proclamation de la Décennie sont très succinctes et ne permettent de fournir que peu d'indications et d'estimations. Par exemple, on estime que le taux d'utilisation de la capacité dans l'industrie des matières grasses végétales en Afrique en 1986 était en moyenne de 32 % alors qu'il se situait entre 65 % et 85 % dans les pays développés. Les taux d'utilisation de la capacité sont fonction de nombreux facteurs techniques et économiques tels que l'offre et la demande, le niveau des prix et les tendances du commerce mondial.

14. La situation brièvement décrite ci-dessus montre la gravité des problèmes posés par les installations industrielles existant en Afrique. La plupart de ces installations ont un équipement qui date d'avant l'indépendance et qui, du fait des difficultés économiques actuelles, n'a pas été remplacé par du matériel plus moderne. Il est donc le plus souvent obsolète et les pièces détachées sont difficiles à obtenir. C'est pourquoi nombre d'installations, notamment dans l'agro-alimentaire, doivent être réparées, complètement remises en état, voire remplacées par des équipements plus modernes si l'on veut pouvoir utiliser toute la capacité de production disponible.

Développement, planification et utilisation des ressources humaines

15. Bien que le Plan d'action de Lagos et le Programme pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique aient reconnu qu'une base de ressources humaines compétentes et efficaces constituaient un puissant moteur de développement et qu'une partie importante des budgets nationaux devrait être affectée à l'enseignement et à la formation, la situation des pays d'Afrique en ce qui concerne le développement et l'utilisation des ressources humaines, notamment pour répondre aux besoins de l'industrie, n'a pas changé depuis l'adoption du Plan et du Programme et reste désespérée. De nombreux pays n'ont toujours que des ressources humaines limitées et n'ont pas adopté de programmes ou de systèmes de gestion efficaces pour la planification et la coordination de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines.

16. En ce qui concerne la planification et la programmation des ressources humaines, des facteurs tels que des bases de données et d'informations très incomplètes et des méthodes et des moyens inadaptés de planification de l'enseignement, de l'emploi et de la productivité constituent toujours d'importants obstacles. De même, on constate de graves insuffisances au niveau institutionnel directement imputables, entre autres, à la non-prise en compte de la planification des ressources humaines dans les programmes globaux de développement; à la rigidité des systèmes éducatifs en dépit de l'évolution de la technologie, de la nature des emplois à pourvoir et de l'importance de la population; au manque de planificateurs en matière de main-d'oeuvre et d'emploi et à l'insuffisance des contacts entre les institutions responsables de la planification de la main-d'oeuvre et celles chargées de son développement et de son utilisation. Les conséquences sur le marché du travail en sont un chômage très important, notamment dans le secteur salarié; un sous-emploi essentiellement dans les activités rurales de subsistance; une forte dépendance à l'égard des compétences importées pour un prix élevé et une faible productivité industrielle.

Liens entre industrie et agriculture

17. Le problème capital que connaît actuellement l'Afrique est d'assurer l'autosuffisance en matière de production alimentaire (et la sécurité alimentaire). Par le passé, l'importance et le rôle prédominant de l'industrie n'ont pas été pleinement perçus lorsqu'il s'était agi d'élaborer des stratégies et des politiques destinées à accroître la production agricole et alimentaire. Dans la pratique, tout progrès décisif en matière de développement agricole dépend dans une large mesure du niveau d'industrialisation du pays concerné; ainsi, l'ONUDI a montré que l'industrie fournit au moins 50 % des intrants directs de l'agriculture et au moins 25 % des intrants indirects.

18. L'efficacité du secteur agricole et une production alimentaire suffisante pour nourrir des centaines de millions de personnes, comme c'est le cas en Afrique, dépendent donc de l'existence d'une industrie bien développée. La modernisation du secteur agricole - indispensable à l'autosuffisance en matière de production alimentaire - passe par l'industrie qui doit produire les intrants pour l'agriculture tels qu'engrais et machines et matériel agricole mais aussi pour d'autres secteurs clefs comme les transports, la production d'énergie et les communications.

19. Un autre aspect des rapports existant entre industrie et agriculture concerne la transformation locale des ressources agricoles. Dans la plupart des pays d'Afrique, seule une partie relativement peu importante (de l'ordre de 10 % à 20 %) de la production agricole locale est transformée industriellement alors que dans les pays développés à économie de marché la proportion est d'environ 80 %.

20. Si on analyse l'endettement extérieur de l'Afrique, on s'aperçoit que le continent dépense des sommes considérables pour importer des produits alimentaires et des matières premières industrielles d'origine agricole. En 1982, par exemple, ces dépenses ont représenté, selon une étude de l'ONUDI, 20 % des dépenses totales en devises. Cette situation est particulièrement inquiétante car la plupart des biens importés auraient pu être produits sur place si les pays concernés avaient développé, ne fût-ce que d'une façon minime, leur base industrielle.

Réformes

21. Les réformes mises en oeuvre en Afrique depuis la proclamation de la Décennie sont très variables d'un pays à l'autre. Dans la plupart des cas, elles ont été dans une large mesure dictées par l'évolution de la conjoncture économique extérieure. Etant en effet exportateurs de produits de base, la plupart des pays d'Afrique ont vu leurs recettes d'exportation et donc leurs recettes budgétaires diminuer fortement, ce qui a eu de graves répercussions sur les projets et programmes industriels. La vulnérabilité de l'industrie de la région a également été accentuée par la faiblesse de la base industrielle de la plupart de pays qui en sont encore au premier stade de l'industrialisation. Dans de nombreux cas, les entreprises publiques qui produisaient des biens de substitution aux importations et dont l'activité n'était pas liée à l'état des ressources intérieures ont bénéficié d'un filet de sécurité sous forme de subventions en cas de perte et étaient protégés par des droits de douane élevés et des mesures de contingentement qui éliminaient pratiquement toute concurrence. De ce fait, le secteur privé a vu sa situation financière empirer, ce qui a limité les initiatives qu'auraient pu prendre les entrepreneurs industriels privés locaux.

22. De nombreux pays ont donc appliqué un certain nombre de mesures de restructuration de leur économie. Nombre d'entre eux ont dû adopter les programmes d'ajustement structurel préconisés par la Banque mondiale et le FMI et dont les effets bénéfiques sur la situation économique des pays concernés ne se sont pas encore faits pleinement sentir. Tous ces efforts portaient du principe que pour trouver une solution durable à la crise économique en Afrique il fallait accélérer le développement industriel. Pratiquement tous les pays de la région sont donc en train de revoir et de modifier leurs politiques et stratégies d'industrialisation en mettant particulièrement l'accent sur les liens non seulement au sein du secteur industriel mais également entre l'industrie et les autres secteurs de l'économie, notamment l'agriculture. Un aspect important de ces politiques d'ajustement consiste à créer une capacité économique locale, notamment à mettre en place les moyens techniques et l'infrastructure institutionnelle nécessaires et à donner aux responsables du secteur privé la possibilité d'agir.

B. Origine de l'étude (textes portant autorisation du programme)

23. Etant donné la situation décrite ci-dessus et la nécessité de prendre des mesures concertées pour encourager davantage l'industrialisation de l'Afrique, la huitième Conférence des ministres africains de l'industrie, réunie à Bujumbura (Burundi) du 17 au 19 septembre 1986 a adopté dans sa résolution 1 (VIII) la recommandation formulée lors de la précédente réunion intergouvernementale plénière d'experts sur l'industrialisation de l'Afrique (également tenue à Bujumbura du 10 au 15 septembre 1986) concernant la proclamation d'une "Journée de l'industrialisation de l'Afrique" qui serait célébrée chaque année.

24. Dans cette résolution, les secrétariats de la CEA, de l'ONUDI et de l'OUA étaient priés de réaliser une étude sur l'application de la recommandation en tenant compte de l'expérience acquise par la FAO à l'occasion de la célébration de sa "Journée mondiale de l'alimentation" et de soumettre lors de la neuvième Conférence des ministres africains de l'industrie un rapport sur cette question présentant notamment en détail les incidences financières qui en découleraient pour les Etats Membres et les trois organisations. La résolution priait en outre les trois secrétariats d'étudier la possibilité d'émettre un timbre postal commémoratif de la Décennie du développement

industriel de l'Afrique. Cette recommandation a ensuite été approuvée par l'OUA, la CEA et le Conseil économique et social des Nations Unies et il en a été pris acte par le Conseil du développement industriel de l'ONUDI.

C. Mesures prises par les secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI

25. Lors de la septième réunion du Comité mixte intersecrétariats OUA/CEA/ONUDI pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 28 au 30 avril 1987, les trois secrétariats ont étudié, à partir d'une proposition présentée par le Secrétariat de l'ONUDI, l'approche et le plan de travail à suivre pour réaliser l'étude sur la proclamation de la "Journée de l'industrialisation de l'Afrique" proposée. Le Comité mixte a désigné l'ONUDI comme organisme directeur chargé d'effectuer l'étude à partir des dispositions arrêtées.

26. Le Secrétariat de l'ONUDI a engagé un expert pour une courte période chargé de l'aider à préparer l'étude avec le mandat suivant :

a) Recenser toutes les Journées proclamées par les Nations Unies et un certain nombre de pays africains; en étudier les mandats ainsi que les modalités administratives et pratiques de leur célébration;

b) Identifier les activités menées aux niveaux national, sous-régional et régional, aussi bien qu'au niveau international lors de la célébration des Journées identifiées au a) ci-dessus;

c) Puis :

- i) Définir la "Journée de l'industrialisation de l'Afrique" proposée;
- ii) Recommander une structure pour la célébration de la Journée aux niveaux national, sous-régional, régional et international;
- iii) Déterminer les principales activités à organiser pour célébrer cette Journée aux niveaux national, sous-régional, régional et international;
- iv) Définir le rôle de l'ONUDI et d'autres organismes coopérateurs, notamment l'OUA et la CEA, en ce qui concerne l'assistance à apporter aux pays et organisations d'Afrique pour formuler et exécuter les activités de célébration;
- v) Proposer des actions de suivi à entreprendre pour la proclamation effective de la Journée et l'organisation de diverses activités.

D. Déroulement de la mission de l'expert

27. L'expert a commencé sa mission en se rendant aux sièges de l'ONUDI, de la CEA et de l'OUA afin de bien comprendre les objectifs et le programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique ainsi que les mesures prises pour la promotion de cette Décennie. Au cours de cette première phase, un certain nombre de pays et d'organisations africains ainsi que d'organisations internationales ont été sélectionnés pour recevoir la visite de l'expert. Un calendrier a été établi, les pays et organisations concernés ont été contactés et informés du but de la visite de l'expert.

28. L'expert s'est rendu dans 12 pays d'Afrique, ainsi qu'au siège de plusieurs organisations africaines et de 14 organisations internationales. La liste de ces pays et organisations figure à l'annexe I. Le nombre de pays sélectionnés a été ainsi limité en raison du peu de temps et de ressources financières disponibles. Dans chaque pays, l'expert s'est entretenu avec des représentants du gouvernement ainsi que du secteur public et du secteur privé, d'organisations nationales et internationales et d'autres parties intéressées. Il a également recueilli copie de divers documents (mandats, communiqués de presse, articles de journaux, programmes, rapports d'évaluation, affiches, plaquettes destinées à la presse, bulletins et brochures d'information ainsi que parfois la réglementation concernant des Journées célébrées par certains des pays et organisations). Les principales remarques et recommandations formulées lors des missions sur le terrain sont présentées au chapitre II. La liste des Journées et semaines internationales proclamées par l'ONU et ses institutions spécialisées figure à l'annexe II alors que l'annexe III présente le calendrier de ces Journées et semaines ainsi que des Journées nationales célébrées en Afrique.

29. L'ONUDI a, pour sa part, contacté l'ensemble de ses bureaux en Afrique pour leur demander d'obtenir le point de vue des gouvernements et organisations des pays concernés sur cette question et de les transmettre au Siège de l'Organisation. Cette demande a été bien reçue et les propositions adressées à l'ONUDI ont été prises en compte, de même que celles recueillies par l'expert lors de ses visites sur le terrain, dans les recommandations contenues dans la présente étude.

E. Remerciements

30. Le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel souhaite exprimer ses remerciements aux responsables des pays et organisations qui ont reçu la visite de l'expert ainsi qu'à tous ceux qui ont fourni des informations pour leur importante contribution à la préparation de la présente étude.

II. RESUME DES PRINCIPALES OBSERVATIONS ET CONCLUSIONS EMISES AU COURS DES MISSIONS SUR LE TERRAIN

31. On trouvera ci-dessous un résumé des principales observations et recommandations émises lors des entretiens que le consultant a eus avec les représentants des pays et des organisations auxquels il a rendu visite. On trouvera également ci-dessous un résumé des observations et suggestions dont certains pays ont fait part au Secrétariat de l'ONUDI en réponse au questionnaire qui leur avait été adressé.

A. Entretiens aux sièges de l'ONUDI, de la CEA et de l'OUA

Siège de l'ONUDI, à Vienne (Autriche)

32. Toutes les personnes contactées au Siège de l'ONUDI ont accueilli avec satisfaction l'idée tendant à proclamer une Journée de l'industrialisation de l'Afrique, qui serait célébrée à l'instar des autres "Journées" des Nations Unies commémorées en Afrique, comme par exemple la Journée mondiale de l'alimentation. Pour le Secrétariat de l'ONUDI, la célébration de cette Journée serait l'occasion d'insister une fois de plus sur le rôle que l'industrie joue dans le développement économique de l'Afrique, et, partant, sur la nécessité de mener une action concertée pour hâter le développement

industriel. Elle serait également l'occasion de mobiliser les dirigeants politiques nationaux, les décideurs nationaux appartenant aux pouvoirs publics et au monde de l'industrie et des affaires, ainsi que la communauté internationale en faveur de la cause de l'industrialisation de l'Afrique.

33. S'agissant des activités à mener à l'occasion de cette Journée de l'industrialisation de l'Afrique, le Secrétariat de l'ONUDI a formulé les suggestions qui suivent :

- a) Organisation, au niveau national, d'entretiens et de débats dans les universités, les écoles, les chambres de commerce et d'industrie, les associations professionnelles, etc., sur l'industrialisation en général ou tel ou tel de ses aspects, par exemple : politiques et stratégies d'industrialisation; entreprises publiques et privées, investissements industriels; mise en valeur et utilisation des ressources humaines; création de conditions propices au développement industriel; mise au point, acquisition et utilisation des techniques; utilisation et rénovation de la capacité industrielle; promotion des petites et moyennes entreprises industrielles; liens entre l'industrie et l'agriculture; dette extérieure pour ce qui est de l'industrie;
- b) Organisation, à la télévision et à la radio, de débats et de tables rondes sur les problèmes qui se posent dans le pays dans le domaine industriel;
- c) Organisation de conférences de presse par des ministres, des directeurs pour les affaires industrielles ou de grands industriels;
- d) Projection, à la télévision ou dans des salles itinérantes, de films sur l'industrie;
- e) Organisation, dans des centres de recherche, des institutions industrielles ou autres, etc., de Journées portes ouvertes et d'expositions de produits industriels, de techniques locales, des résultats des travaux de recherche scientifique locaux;
- f) Organisation de concours et de jeux interscolaires et interuniversitaires sur des aspects donnés de l'industrie;
- g) Organisation de compétitions sportives, de galas de dance, etc., pour marquer cette Journée et aussi pour recueillir des fonds;
- h) Publication par les journaux, revues et autres périodiques nationaux de suppléments spéciaux consacrés au développement industriel;
- i) Conception et large diffusion d'affiches sur des aspects donnés de l'industrialisation.

34. Aux niveaux régional et sous-régional, le Secrétariat de l'ONUDI a proposé qu'au nombre des activités figurent des allocutions prononcées par les chefs de secrétariat des organisations régionales et sous-régionales et l'organisation de concours entre les lauréats des concours nationaux. Au niveau international, il a été proposé de diffuser largement, sur les chaînes nationales de télévision et de radiodiffusion, un message du Directeur général de l'ONUDI, lequel pourrait aussi donner une conférence de presse consacrée aux problèmes de l'industrialisation en Afrique. Les principaux quotidiens, revues et magazines internationaux pourraient être invités à publier des suppléments spéciaux sur l'industrialisation de l'Afrique. Et de leur côté,

les principaux pays donateurs pourraient prendre des mesures pour sensibiliser le monde des affaires et les dirigeants politiques à l'industrialisation de l'Afrique, en faisant appel à la télévision, à la radiodiffusion, aux journaux et aux débats publics. L'idée avancée d'émettre des timbres et des médailles commémoratifs spéciaux mérite d'être creusée.

35. Le Secrétariat de l'ONUDI a souligné que le succès de la célébration de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique dépendra de l'efficacité des préparatifs dont elle fera l'objet, en particulier au niveau national. La plupart des activités mentionnées plus haut requièrent des préparatifs qui devront s'étendre sur toute l'année - par exemple, préparation de films, de publications, d'affiches, de programmes de télévision et de radiodiffusion spéciaux - alors que l'organisation de Journées portes ouvertes, de concours, d'expositions et d'activités de collecte de fonds requiert une planification minutieuse et judicieuse. A cet égard, les organisations internationales, notamment l'ONUDI et la CEA, pourraient apporter un concours précieux, non seulement en faisant des suggestions, mais aussi en aidant à financer certaines des activités.

36. Des organismes idoines seraient désignés, tant au niveau national qu'aux niveaux régional, sous-régional et international, qui seraient chargés de veiller au bon déroulement des préparatifs et de la mise en oeuvre des activités destinées à marquer la Journée de l'industrialisation de l'Afrique. La Conférence des ministres africains de l'industrie, le Conseil des ministres de l'OUA et celui de la CEA, les conseils des ministres des organisations sous-régionales et régionales et le Conseil du développement industriel de l'ONUDI fixeraient les orientations et directives générales à suivre, s'agissant en particulier du thème sous lequel chaque année la Journée sera placée.

37. Au niveau national, les comités nationaux pour l'ONUDI ou, éventuellement, les comités nationaux de coordination pour la Décennie, pourraient assurer la coordination générale des préparatifs des différentes activités prévues. Pour ce qui est de leur mise en oeuvre, le centre national de coordination des activités industrielles et les mécanismes centraux opérationnels nationaux pour la Décennie pourraient se charger de la planification et des préparatifs détaillés au jour le jour des diverses activités.

38. De même, les comités régionaux et sous-régionaux de coordination pour la Décennie ou les comités de coopération industrielle pourraient assurer la coordination d'ensemble des activités aux niveaux régional et sous-régional, tandis que les directions de l'industrie ou les services techniques de chaque organisation régionale et sous-régionale responsables des questions industrielles pourraient être chargés, eux, de l'exécution de ces activités.

39. Au niveau international, les services des secrétariats de l'ONUDI et de la CEA responsables de l'IDDA pourraient, dans le cadre du Comité mixte intersecrétariats OUA/CEA/ONUDI pour la Décennie, être chargés de la planification et de la coordination des préparatifs des activités et des contacts en la matière avec les pays et les organisations africains et les pays et les organisations donateurs. Ces services pourraient aussi mettre sur les rails et coordonner avec les pays et les organisations africains l'assistance offerte par leurs organisations respectives.

40. Il ressort de ce qui précède que le Secrétariat de l'ONUDI ne voit pas la nécessité de mettre en place aux niveaux national, sous-régional/régional ou international telle ou telle structure spéciale pour la célébration de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique, car les structures existantes, notamment dans le cadre de l'IDDA, suffiraient.

Siège de la CEA, à Addis-Abeba (Ethiopie)

41. Le secrétariat de la CEA a accueilli avec force satisfaction l'idée tendant à proclamer une Journée de l'industrialisation de l'Afrique. A son avis, la célébration de cette Journée appelle la pleine participation des Etats membres, de la communauté internationale, des organismes du système des Nations Unies et des autres organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, à des activités bien préparées.

42. Le secrétariat de la CEA a recommandé, pour marquer la Journée de l'industrialisation de l'Afrique, l'organisation au niveau national des activités suivantes, notamment :

- a) Organisation par les comités nationaux de coordination pour la Décennie ou par les comités nationaux pour l'ONUDI, selon le cas, de colloques ouverts au grand public, aux membres des établissements d'enseignement et aux milieux d'affaires et au cours desquels il pourrait être débattu de questions concernant la politique nationale d'industrialisation;
- b) Organisation d'expositions et de salons sur les techniques locales;
- c) Organisation de Journées portes ouvertes dans des usines et des institutions industrielles nationales données;
- d) Organisation de manifestations sportives et culturelles spéciales pour recueillir des fonds;
- e) Organisation de concours interscolaires et interuniversitaires sur des questions liées à l'industrie;
- f) Projection de films sur des sujets touchant à l'industrie.

43. Pour ce qui est des services chargés des préparatifs et de la mise en oeuvre des activités qui marqueront la Journée de l'industrialisation de l'Afrique, le secrétariat de la CEA a proposé que le Comité mixte intersecrétariats OUA/CEA/ONUDI pour la Décennie serve de centre de liaison et supervise, coordonne et contrôle toutes les activités organisées dans le cadre de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique. En particulier, le Comité mixte serait chargé d'harmoniser les activités conjointes des trois secrétariats et de promouvoir la mise en oeuvre des décisions de la Conférence des ministres africains de l'industrie et des organes délibérants des trois organisations concernant la célébration de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique. Il aurait aussi pour autre tâche importante d'assurer la coordination et le contrôle des avis et de l'assistance techniques fournis par les pays et les organisations africains et d'encourager les organismes des Nations Unies et les autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales à célébrer la Journée de l'industrialisation de l'Afrique.

Secrétariat de l'OUA à Addis-Abeba (Ethiopie)

44. Le secrétariat de l'OUA a appuyé sans réserve la recommandation faite par des ministres africains de l'industrie de proclamer une Journée de

que la population tout entière participe pleinement à la célébration de cette Journée. Celle-ci devrait être l'occasion d'informer les populations rurales et urbaines de ce que l'industrie représente pour eux et de ce qu'elle peut faire pour eux.

45. Le secrétariat de l'OUA a avancé un certain nombre d'idées quant à la structure à l'intérieur de laquelle les activités qui marqueront la Journée de l'industrialisation de l'Afrique se dérouleront. Premièrement, la Journée devrait être placée sous les auspices d'un comité d'organisation lui-même placé sous le patronage du ministère de l'industrie, assisté de la chambre de commerce et d'industrie, de la fédération des employeurs, de l'association des industriels et des organisations gouvernementales et non gouvernementales. Le comité national de coordination pour la Décennie ou le comité national pour l'ONUDI pourrait assumer ces fonctions de comité d'organisation.

46. Quant aux activités qui marqueront la Journée de l'industrialisation de l'Afrique, le secrétariat de l'OUA a recommandé de s'attacher à sensibiliser les jeunes à l'industrie, dont le rôle pourrait être dûment mis en lumière grâce notamment à des affiches éloquentes, l'organisation de concours, la création de musées des sciences et des techniques et la projection de films très simples dans les centres de formation, les universités et les centres de recherche. Ces activités s'articuleraient autour d'un thème renouvelé chaque année. L'on pourrait envisager de choisir pour thème de la première Journée de l'industrialisation de l'Afrique "Liens entre l'industrie et l'agriculture", ou encore "L'industrialisation et la dette extérieure de l'Afrique".

47. Pour ce qui est de la publicité à donner à cette Journée, il devrait être fait largement appel aux médias, en particulier la radiodiffusion, la télévision et la presse (journaux, revues, dépliants, dossiers de presse, affiches et autocollants). Des organismes comme l'Union des organisations nationales de radio et de télévision d'Afrique (URTNA) et l'Agence panafricaine d'information devraient y être étroitement associés, et l'occasion pourrait être saisie pour décerner des récompenses à des personnes ou à des entreprises qui ont remarquablement servi la cause de l'industrie africaine.

B. Entretiens avec les représentants d'organismes du système des Nations Unies

Secrétariats de la FAO, du FIDA et du PAM, à Rome (Italie)

48. La proposition tendant à proclamer une Journée de l'industrialisation de l'Afrique a été bien accueillie aux sièges de la FAO, du FIDA et du PAM. Il a été souligné au cours des entretiens que la Journée devrait être l'occasion d'informer les peuples africains des occasions d'industrialisation manquées du continent et être consacrée aux problèmes des matières premières, du développement, de la modernisation et de la maintenance industrielles, du matériel et des pièces détachées. Il conviendrait d'insister sur les retards intervenus, et les dirigeants africains devraient être sensibilisés aux problèmes de l'agriculture et de la production alimentaire, des industries alimentaires et de la conservation des aliments, notamment de la fourniture de produits chimiques, d'équipements et de machines industrielles, de même qu'à la nécessité de mettre en valeur les ressources humaines et de mobiliser les ressources financières au profit de l'industrialisation de l'Afrique. La Journée devrait être également l'occasion de mobiliser les intellectuels du continent pour qu'ils définissent les goulets d'étranglement qui affectent

l'utilisation en Afrique de certaines techniques et de certains procédés. La Journée sera ainsi une occasion unique pour les dirigeants africains de réfléchir sur les moyens de rattraper le temps perdu et les retards.

49. Forte de son expérience, la FAO a considéré que le succès de la Journée passe par une planification minutieuse et que les activités devraient revêtir un caractère national. Pour promouvoir la célébration de la Journée mondiale de l'alimentation par exemple, la FAO a commencé par créer un secrétariat permanent composé de trois (3) personnes, dont un expert. Elle a également constitué un comité directeur rattaché au cabinet du Directeur général et chargé d'émettre des idées sur la célébration de la Journée mondiale de l'alimentation. Il a été estimé que consacrer une seule Journée par an à l'alimentation était insuffisant pour sensibiliser l'opinion mondiale au problème de l'alimentation. C'est ainsi que la FAO a incorporé la célébration de la Journée mondiale de l'alimentation dans les programmes ordinaires qu'elle met en oeuvre dans les pays en développement, concernant par exemple la réforme agraire, la campagne en faveur de la consommation de produits locaux et la formation des paysans.

50. Il ressort de plus de l'expérience de la FAO, que la Journée mondiale de l'alimentation et la Journée mondiale de l'environnement sont, depuis leur proclamation, les plus célébrées à travers le monde. La Journée mondiale de l'alimentation a été pour la FAO l'occasion d'améliorer l'agriculture : elle ne lui a pas servi simplement de moyen de publicité. Le secrétariat permanent, sis au siège de la FAO, a participé à des foires et à des expositions organisées à travers le monde à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation. Le secrétariat s'appuie sur les bureaux nationaux chargés des préparatifs de la célébration annuelle de la Journée mondiale de l'alimentation et leur apporte son soutien. Vu la spécificité des utilisateurs, il a confié à des organismes spécialisés le soin d'établir la documentation pertinente.

51. Pour ce qui est du financement, la FAO verse une contribution symbolique d'environ 2 000 dollars des Etats-Unis par pays et par an, à titre d'encouragement aux comités nationaux d'organisation dans leurs préparatifs de la célébration de la Journée mondiale de l'alimentation et dans leur recherche d'autres sources de financement.

Bureau régional de l'OIT pour l'Afrique, à Addis-Abebas (Ethiopie)

52. A Addis-Abeba, des entretiens ont eu lieu également avec des représentants du bureau régional de l'OIT pour l'Afrique. Il a été souligné au cours de ces entretiens qu'il importait d'associer tous les organismes des Nations Unies, les banques internationales et les organisations gouvernementales et non gouvernementales à la célébration de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique, qui devrait être marquée par des activités telles que expositions sur le développement industriel en Afrique, projection de films et élaboration et large diffusion de brochures et autre documentation.

Unesco, Paris (France)

53. Le secrétariat de l'Unesco a accueilli favorablement l'idée de célébrer la Journée de l'industrialisation de l'Afrique, et il a communiqué des renseignements d'ordre général sur la démarche adoptée pour la célébration de la Journée internationale de l'alphabétisation et sur les programmes et activités mis en oeuvre à cette occasion. Un certain nombre de hauts

fonctionnaires du secrétariat de l'Unesco ont estimé que la Journée de l'industrialisation de l'Afrique devrait être l'occasion de réfléchir sur les questions suivantes :

- Pourquoi la communauté intellectuelle africaine n'est-elle pas plus efficace ?
- Pourquoi les hommes de science et les techniciens africains sont-ils si peu encouragés et aidés ?
- Pourquoi les ingénieurs, les mathématiciens et les techniciens africains sont-ils en retard dans le domaine de la recherche ?

54. La Journée de l'industrialisation de l'Afrique devrait être également l'occasion de sensibiliser les Africains au rôle de la science au service du développement et au développement économique, de poser les problèmes de la science et de la technique et d'amener l'Afrique "à penser à créer plutôt qu'à penser à absorber". Il a été recommandé de choisir un emblème, bien conçu, pour faire prendre davantage conscience à l'opinion du rôle de l'industrie dans le bien-être économique de l'Afrique : cet emblème pourrait être commercialisé et devenir ainsi source de revenus.

55. Quant aux activités appelées à marquer la Journée de l'industrialisation de l'Afrique, elles pourraient être au Siège de l'ONUDI les suivantes :

- Conférence de presse, ou message vidéo du Directeur général;
- Communiqué de presse sur les objectifs et les programmes de la Décennie du développement industriel de l'Afrique dans le cadre de laquelle la Journée de l'industrialisation de l'Afrique s'inscrit;
- Exposition sur le thème industrialisation et développement, à l'occasion de laquelle l'accent pourrait être mis sur l'artisanat et les petites et moyennes entreprises;
- Organisation de séminaires sur des sujets comme l'industrialisation et la culture, qui permettraient d'analyser les effets du transfert des techniques sur les cultures des peuples africains et les effets néfastes du développement industriel anarchique sur l'identité culturelle de l'Afrique.

56. Les activités, au niveau international et dans les Etats Membres, pourraient être conçues sur le modèle de celles menées à l'occasion de la Journée internationale de l'alphabétisation, célébrée chaque année le 8 septembre, et qui se déroulent comme suit :

- Au début de chaque année, envoi à tous les Etats Membres et aux organisations gouvernementales et non gouvernementales intéressées, d'une circulaire, où est suggéré un programme d'activités pour la Journée internationale de l'alphabétisation;
- Etablissement et large diffusion de documents de synthèse, brochures ou articles concernant l'alphabétisation;
- Ces documents sont généralement envoyés avant la célébration de la Journée internationale de l'alphabétisation, c'est-à-dire en juin et en juillet de chaque année, et servent à la rédaction d'articles qui paraissent dans des journaux et revues des différents pays.

- Conception et diffusion d'affiches en plusieurs langues, qui font l'objet d'un concours organisé par l'Unesco.

57. D'autre part, des prix, au nombre de quatre, sont décernés aux lauréats d'un concours organisé sous les auspices de l'Unesco. Au début de chaque année, une circulaire est adressée aux Etats Membres, accompagnée du règlement du concours et d'instructions pour la préparation des dossiers. Un jury international de cinq éminentes personnalités dans le domaine de l'alphabétisation (représentant chacune une région : Asie, Afrique, Amérique latine, Etats arabes et Europe) est constitué et se réunit à Paris pour examiner les dossiers et décerner les prix. La liste des lauréats n'est connue que le 8 septembre, jour où le Directeur général prononce son allocution commémorative de la Journée internationale de l'alphabétisation. Cette allocution porte chaque année sur un thème précis lié à l'alphabétisation. Toutes ces manifestations au Siège font l'objet de reportages dans la presse internationale, à la radio et à la télévision.

58. Pour mener à bien ces activités et d'autres encore, le secrétariat de l'Unesco est aidé par ses bureaux régionaux et les centres d'information de l'ONU, pour ce qui est en particulier de la diffusion de la documentation. Les comités nationaux pour l'Unesco sont également activement associés aux préparatifs, au niveau national, de la célébration de la Journée internationale de l'alphabétisation.

59. Pour ce qui est de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique, le secrétariat de l'Unesco a recommandé qu'au niveau national, les directives concernant l'organisation de cette Journée émanent du Ministre/Directeur de l'industrie du pays considéré, aidé d'un comité d'organisation. Ce comité devrait regrouper des représentants de tous les ministères intéressés, de l'université et des réseaux nationaux d'information. Le Chef de l'Etat pourrait être invité à prononcer une allocution à l'occasion de cette Journée. La presse devrait être aussi invitée à consacrer un certain nombre d'articles à l'industrialisation. L'occasion pourrait être saisie aussi pour présenter les grands industriels et hommes de science du pays, ainsi que les fruits de leurs travaux.

60. Le secrétariat de l'Unesco a suggéré que les secrétariats de l'ONUDI, de l'OUA et de la CEA aident les Etats Membres, en leur fournissant de la documentation écrite, rédigée dans un style simple et portant sur un aspect de l'industrialisation que l'homme de la rue peut comprendre. Par ailleurs, ces secrétariats pourraient communiquer des renseignements sur les résultats obtenus jusqu'ici dans la mise en oeuvre du Programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique. Ces informations, associées à une exposition sur les produits industriels fabriqués localement et sur les techniques locales, pourraient servir à comparer les efforts déployés en Afrique et d'autres régions en développement, comme l'Asie. Il pourrait être fait appel aux expériences de pays tels que l'Inde, la République de Corée et le Brésil, à titre d'exemples et à des fins de comparaison.

Office des Nations Unies à Genève (Suisse)

61. Il ressort des entretiens qui se sont déroulés au Palais des Nations Unies à Genève que la célébration d'une Journée de l'industrialisation de l'Afrique est un événement très attendu dans la mesure où elle viendrait compléter les actions promotionnelles des autres institutions spécialisées du système des Nations Unies, des organisations non gouvernementales et des

organisations gouvernementales dans le secteur industriel. Compte tenu de l'expérience de l'Organisation des Nations Unies, la réussite d'une telle Journée dépendra entre autres :

- Des programmes à présenter au public et du mécanisme à mettre en place pour le lancement des activités à tous les niveaux;
- Des moyens mis en oeuvre pour motiver la population dans son ensemble qui se trouve être le groupe cible à mobiliser;
- Des moyens de lancement de la première de ces Journées en recourant, par exemple, à la participation de personnalités à l'organisation de manifestations musicales et sportives, ainsi qu'à d'autres activités populaires;
- Des mesures à prévoir pour assurer un suivi efficace, ce qui exige la mise en place d'un dispositif permanent pour arrêter le programme des célébrations annuelles ultérieures.

62. Afin d'assurer une participation effective, il a été suggéré que les gouvernements africains s'engagent fermement à assurer le succès de la célébration de la Journée, une fois celle-ci proclamée. Ceci exige dès le départ la pleine participation des ministères des communications des différents pays ainsi que celle des ministères de l'industrie, des milieux d'affaires, des collectivités rurales et des communautés religieuses, des écoles et de diverses associations. On pourrait aussi s'assurer le concours d'organisations non gouvernementales, notamment en Europe ou en Asie, où elles sont particulièrement actives. Obtenir l'aide et l'assistance de la communauté internationale exigera que les objectifs de la Journée et les activités prévues dans son cadre soient correctement définis afin de lui conférer un caractère différent des autres célébrations proclamées par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine.

63. A ce que l'Organisation des Nations Unies a pu constater, le cérémonial des Journées de célébration est toujours le même : discours, projections de films, expositions et débats. Il conviendrait en conséquence que le programme de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique prévoit les activités suivantes :

- Conception, reproduction et large distribution d'affiches précisant le thème retenu pour la Journée;
- Publication de communiqués de presse et de suppléments spéciaux dans des journaux et des revues;
- Emission de timbres et de médailles commémoratives;
- Organisation d'interviews à la radio et à la télévision;
- Organisation d'expositions de produits industriels et distribution gratuite de certains produits de l'industrie portant l'emblème ou le slogan de la Journée d'industrialisation de l'Afrique. Ces expositions devraient avoir pour but de mieux faire connaître ce que l'Afrique peut directement produire et les matières premières qu'elle peut fournir;

- Organisation de Journées portes ouvertes dans les écoles de formation industrielle et technique;
- Organisation, par le comité national pour l'ONUDI ou pour l'IDDA, certains syndicats et autres organes et sous l'égide de personnalités éminentes et d'experts, d'une conférence portant sur certains aspects déterminés de l'industrialisation tels que la relation entre l'industrie et l'agriculture, les transferts de technologie et l'industrie en tant que moyen permettant de satisfaire les besoins de première nécessité des Africains.

64. On a aussi fait remarquer qu'en dépit des nombreux efforts faits pour organiser des Journées de ce genre, leur incidence et leur utilité n'ont pas fait l'objet d'une évaluation suffisante. L'intervalle séparant ces manifestations est trop court, les gens se hâtent d'une célébration à une autre, les Journées proprement dites exigeant souvent beaucoup de temps de la part de leurs organisateurs. Beaucoup de patience s'impose de ce fait. La célébration d'une Journée de l'industrialisation de l'Afrique doit être vue comme un exercice de longue haleine car un certain temps s'écoulera - plusieurs années de fait - avant que ses incidences se confirment. Un engagement politique et matériel des pouvoirs publics est donc essentiel au succès d'une telle manifestation.

C. Entretiens avec des représentants de pays et d'organisations africains

Côte d'Ivoire

65. Les autorités compétentes de la Côte d'Ivoire sont favorables à la proclamation d'une Journée de l'industrialisation de l'Afrique, genre de manifestation auquel le pays est déjà bien habitué. En effet, au cours des deux dernières années, le pays a organisé une Journée de l'industrie quelque peu analogue à la Journée envisagée de l'industrialisation de l'Afrique, sinon que l'accent a plus directement porté sur certains problèmes particuliers à l'industrie. Cette manifestation a donné lieu à diverses activités telles que des conférences de presse et des séminaires, la publication de documents et de plaquettes publicitaires. Des industriels et des représentants du gouvernement ont, à cette occasion, fait ressortir les potentiels du secteur industriel.

66. On estime que l'organisation d'une deuxième Journée de l'industrie en Côte d'Ivoire exigerait 3 à 3,5 millions de francs CFA, pour couvrir la location de salles, le recrutement d'hôtes, l'impression de plaquettes et l'organisation d'une réception à l'issue de la conférence de presse. Une assistance est de ce fait requise de l'ONUDI en vue de l'organisation des activités relatives à la célébration dans le pays d'une Journée de l'industrialisation de l'Afrique dont le but essentiel devra être de donner une idée du système industriel du pays. La célébration d'une Journée de ce genre en Afrique offrirait aux Etats Membres la possibilité d'informer leur population des différentes options qui s'offrent à eux en matière de politique industrielle et des avantages d'une industrialisation pour l'économie nationale.

67. S'agissant du thème de la Journée, il a été recommandé de s'en tenir à des généralités pour la première de ces célébrations, des thèmes plus précis pouvant être choisis ultérieurement pour chaque année. Diverses activités pourraient être organisées autour du thème retenu, notamment des débats sur une diversité de sujets et de questions au nombre desquels peuvent être

cités : les formes de développement que permet l'industrialisation, le rôle de l'industrialisation dans l'économie nationale et dans le développement économique, les liens entre l'industrie et l'agriculture. Parallèlement à ces débats, d'autres activités pourraient être envisagées allant d'opérations portes ouvertes et de concours industriels à des projections de films sur l'industrialisation du continent, tel que celui qu'a réalisé la Chambre de commerce de la Côte d'Ivoire.

68. S'agissant de la périodicité de cette manifestation, certains responsables ont souhaité que la célébration de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique n'intervienne que tous les deux ans. Outre les jours considérés comme fériés en Côte d'Ivoire, le pays célèbre également les Journées internationales et africaines de célébration proclamées par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine.

Egypte

69. En Egypte, les autorités se sont révélées extrêmement favorables à la célébration annuelle d'une Journée de l'industrialisation de l'Afrique dans tous les pays et ont proposé, à l'occasion de la première de ces manifestations, d'accueillir une conférence de ministres africains. Outre ses jours fériés nationaux, l'Egypte célèbre aussi les Journées internationales et africaines proclamées par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine.

70. En quelques mots, les autorités égyptiennes ont proposé que la célébration de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique s'étende à une semaine et qu'elle coïncide avec un événement national ou régional. Pour ce qui est des activités à prévoir pour cette semaine, on pourrait notamment envisager :

- Une exposition/foire de produits industriels africains dans une des capitales ou dans plusieurs pays du continent;
- La présentation de publications et de documents sur les industries africaines, par exemple sur les possibilités d'investissements qui s'offrent à l'industrie, et de répertoires de produits industriels;
- L'annonce, dans les journaux, des activités de la Journée avec un message du ministre de l'industrie sur l'importance de ce secteur pour l'économie et sur les plans d'industrialisation du pays;
- L'organisation, sous les auspices de l'ONUDI et dans une ou plusieurs régions, d'un séminaire sur les secteurs prioritaires tels que l'industrie alimentaire, l'industrie du cuir et l'industrie des textiles.

71. Il a d'autre part été proposé que les organismes nationaux suivants participent à l'organisation de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique : le Ministère de l'industrie, en qualité de chef de file, la Fédération des industries, la Chambre de commerce et d'industrie, l'Organisation nationale des employeurs et, au niveau régional, la CEA, l'OUA et l'Organisation africaine des employeurs. Sur le plan structurel, des comités nationaux et régionaux devront être formés pour travailler en coopération avec le comité central constitué de représentants des différentes régions composant le pays.

Ethiopie

72. Le Gouvernement éthiopien s'est montré favorable à la proclamation d'une Journée de l'industrialisation de l'Afrique et a suggéré que la date du 4 février, qui en Ethiopie correspond à la nationalisation des industries, soit prise en considération dans le choix du jour à retenir. Il a été proposé que l'ONUDI fournisse des conseils sur l'organisation des travaux au plan national, notamment en ce qui concerne la création d'un comité d'organisation et de supervision. Ce comité réunirait des représentants des différentes parties concernées : le gouvernement, le secteur privé, un représentant de l'ONUDI et des organisations non gouvernementales.

73. Outre les jours fériés nationaux, l'Ethiopie célèbre aussi, dans une certaine mesure, les Journées proclamées par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine. Comme dans ces cas, les activités à prévoir pour une Journée de l'industrialisation de l'Afrique devrait notamment comprendre des discours, des projections de films, des expositions sur le développement industriel dans des écoles techniques, des séminaires et des études sur la stratégie industrielle, la publication de brochures et d'affiches ainsi que l'émission de timbres et de médailles commémoratives.

Gabon

74. Au Gabon, l'idée de célébrer une Journée de l'industrialisation de l'Afrique a été bien reçue. Afin qu'il puisse y être largement contribué et que puissent en être mieux assurés l'efficacité et le suivi, il a été proposé que le ministère de l'industrie et de la consommation, organe chargé de la liaison pour les activités concernant l'ONUDI, consulte et associe toutes les parties concernées à l'élaboration du programme. La mission a coïncidé avec les préparatifs de la Fête de la rénovation nationale à l'occasion de laquelle est organisée une foire commerciale où les responsables provinciaux présentent une gamme assez importante de leurs produits. D'autres Journées et semaines commerciales sont organisées chaque année par le Centre gabonais du commerce extérieur pour marquer cet événement. Outre cette manifestation et les autres jours fériés officiels du Gabon, le pays célèbre aussi les Journées internationales et africaines proclamées par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine.

75. En ce qui concerne les activités à prévoir pour la célébration de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique, les autorités envisagent d'organiser des débats à la télévision et à la radio et de publier dans la presse des articles sur la situation de l'industrie dans le pays, sur les dispositions prises pour favoriser l'industrie et sur les réalisations que peut permettre le potentiel national. Ces actions pourront être doublées, à différents niveaux, d'expositions de produits nationaux jusqu'ici mal connus et mal présentés sur les grands marchés. La COMINAFSE, organisme national mis sur pied il y a un certain temps déjà auquel participent des représentants du ministère de l'industrie, de la Chambre de commerce et d'industrie, et de la Confédération du patronat gabonais, et dont l'une des tâches essentielles est d'organiser, au plan national, des conférences, réunions et autres manifestations, pourrait se charger de l'organisation des activités relatives à la célébration de la Journée envisagée.

76. Les autorités gabonaises ont estimé qu'au plan sous-régional la Journée de l'industrialisation de l'Afrique pourrait donner plus d'élan encore aux efforts faits par les pays membres et être promue par l'intermédiaire d'organisations telles que la CEEAC qui organise régulièrement des conférences

de ministres et de chefs d'Etats, des foires, des expositions et des forums. Elle offre l'occasion de faire le bilan de l'industrialisation dans la sous-région concernée, d'établir des plans d'industrialisation conformes au Plan d'action de Lagos, à la Décennie du développement industriel de l'Afrique, et au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (1986-1990). Les entreprises industrielles pourraient à leur tour établir des contacts et échanger des informations sur des aspects tels que le potentiel d'investissement, les technologies et les débouchés.

Kenya

77. Le Gouvernement kényen est favorable à la proclamation d'une Journée de l'industrialisation de l'Afrique mais, compte tenu de sa situation économique actuelle, ne peut guère engager de ressources à cet effet. Il a suggéré que l'ONUDI, l'OUA et la CEA proposent une date en vue de sa considération par la Conférence des ministres africains de l'industrie.

78. De l'avis des autorités kényennes, la célébration de la Journée envisagée de l'industrialisation de l'Afrique devrait servir un objectif pratique et offrir la possibilité de populariser le développement industriel national, de permettre d'évaluer et d'apprécier les réalisations dans le secteur industriel, enfin de contribuer à une mobilisation des ressources voulues pour soutenir le développement industriel.

79. S'agissant des activités à prévoir pour la célébration de cette Journée, les autorités kényennes ont proposé que le programme prévoit entre autres :

- Des projections de films qui devront être d'un certain niveau;
- Des conférences de presse, des séminaires avec participation à différents niveaux;
- La publication et la large diffusion de documents, brochures et affiches;
- L'exposition de produits industriels, illustrant notamment des techniques mises au point dans le pays;
- La remise de prix et de médailles à des personnes ou sociétés ayant apporté une contribution méritoire dans les domaines de l'industrie, de la science et de la technologie.

80. Les autorités ont souligné que, vu les difficultés de financement, la célébration de la Journée devrait être organisée de façon modeste. Elles ont suggéré que cette manifestation soit combinée à un événement significatif dans le pays ou dans la région et que son utilité fasse l'objet d'une évaluation après deux ou trois années de célébration.

81. S'agissant de l'infrastructure qu'exige cette célébration, il a été indiqué qu'en sa qualité d'organe chargé au plan national de la liaison des opérations relatives à l'IDDA, le ministère de l'industrie présiderait le comité national à créer pour cette Journée. Comme de nombreux autres pays d'Afrique, le Kenya célèbre, outre ses jours fériés officiels, les Journées internationales et africaines proclamées par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine.

Nigéria

82. Toutes les personnes rencontrées ont indiqué que le moment ne pouvait être mieux choisi pour célébrer la Journée de l'industrialisation de l'Afrique. En effet, le Nigéria est en train de faire de gros efforts pour terminer l'élaboration de sa politique industrielle et prend de nouvelles initiatives telles que la création d'un "World Trade Centre". Il organise d'autre part, un séminaire des investisseurs, une exposition sur l'investissement industriel et les équipements techniques, ainsi que des foires commerciales à Lagos et Kaduna. De plus, outre les jours fériés officiels, le pays célèbre aussi les Journées internationales et africaines proclamées par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine.

83. Vu les effets dévastateurs de la conjoncture économique actuelle pour le continent africain, des efforts concertés s'imposent pour éliminer les goulots d'étranglement des économies africaines. Une action concrète est nécessaire pour augmenter la part de l'Afrique dans la production industrielle mondiale, éliminer la faim et la malnutrition et satisfaire les besoins essentiels des populations de toutes les parties du continent. On estime extrêmement important de trouver des méthodes pratiques pour mettre un terme au chevauchement des projets industriels aux plans tant national que régional et sous-régional. Dans ce domaine, une coopération entre pays africains, ainsi que le soutien du reste du monde, sont par conséquent essentiels pour que le continent puisse effectivement progresser aux plans industriel et économique.

84. De l'avis des autorités nigérianes, tous les facteurs précédemment évoqués militent en faveur de la proclamation d'une Journée de l'industrialisation de l'Afrique qui, si elle est menée avec succès, pourrait largement contribuer à l'établissement des bases solides qu'exige toute solution durable de la crise économique en Afrique. Elles ont en conséquence fait appel à l'ONUDI pour qu'elle aide les pays africains à considérer diverses idées et suggestions ainsi que les différentes approches voulues pour que la célébration envisagée de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique porte fruit.

85. Au nombre des activités prévues pour la célébration de cette Journée peuvent être cités : des séminaires et des ateliers sur des efforts spécifiques de promotion industrielle tels que le potentiel africain en matières premières, la préparation et la publication de documents sur des sujets tels que l'autosuffisance dans les domaines de l'alimentation, des énergies et des matériaux de construction et, pour chaque pays, un plan d'action comparable au programme établi pour l'IDDA. Il a été suggéré que l'ONUDI écrive aux autorités de chaque pays pour proposer des activités pour la célébration de la Journée et y adjoigne une note d'information sur les programmes et les réalisations de l'IDDA. Il a aussi été demandé à l'ONUDI d'accroître les moyens de son bureau au PNUD afin que puissent être réactivés les comités nationaux pour l'IDDA et l'ONUDI qui pourraient au plan national constituer l'infrastructure nécessaire à l'organisation de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique.

Zambie

86. Les entretiens avec les autorités zambiennes ont révélé qu'elles étaient favorables à la proclamation d'une Journée de l'industrialisation de l'Afrique. Le gouvernement étudie sérieusement la question et proposera à temps voulu des suggestions sur la façon dont pourrait être abordée la

célébration de cette Journée, sur les activités à entreprendre et sur les arrangements institutionnels à prévoir à cet effet. Outre ses jours fériés officiels, le pays célèbre aussi les Journées internationales et africaines proclamées par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine.

Zimbabwe

87. Toutes les personnalités rencontrées au Zimbabwe sont favorables à la célébration d'une Journée de l'industrialisation de l'Afrique. Elles ont toutefois souligné que cette célébration devrait être associée à un grand événement national tel que la Foire commerciale du Zimbabwe et profiter de la couverture du programme par la télévision, la radio et les journaux. De l'avis du gouvernement, la Journée de l'industrialisation de l'Afrique pourrait redonner de l'élan aux efforts entrepris par les gouvernements pour industrialiser les pays. Elle pourrait, au plan régional, offrir l'occasion de contacts qui permettraient de réduire les chevauchements inutiles d'activités économiques et de renforcer, dans un climat de confiance, la coopération entre les pays africains eux-mêmes et les autres continents. Cette célébration permettrait en outre de susciter un regain d'énergie créatrice et d'idées novatrices dans la longue édification d'une Afrique industrielle. Le programme de la Journée donnerait ainsi aux Etats africains une occasion unique de servir ensemble, en pensée et en actes, la cause de l'industrialisation du continent.

88. Afin de majorer les chances de réussite, les autorités du Zimbabwe ont estimé que la célébration de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique devrait mettre l'accent sur l'aspect humain de l'industrialisation et devrait profiter du soutien, de la participation et de l'engagement des pouvoirs publics et de toutes les couches de la population. Il faudrait saisir l'occasion offerte par cette Journée pour attirer l'attention des gouvernements sur les conditions nécessaires à l'industrialisation du continent et sur les mesures à prendre pour les satisfaire. Il faut surtout que les gouvernements, les organisations non gouvernementales et le public en général en profitent pour affirmer leur volonté d'arriver à une industrialisation autonome et auto-entretenu du continent, seule garantie de lendemains meilleurs.

89. Le gouvernement qui, outre ses jours fériés officiels, célèbre aussi les Journées internationales et africaines proclamées par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine n'a pas suffisamment pu se pencher sur la question de l'approche et des activités à prévoir pour cette Journée. Il envisage de consulter toutes les parties concernées dans le pays afin de pouvoir décider d'une approche appropriée et arrêter un programme adéquat.

D. Résumé des réponses reçues de pays non visités par le consultant au télex de l'ONUDI du mois de février 1988

a) République centrafricaine (in extenso)

90. La politique du gouvernement tend à laisser le secteur industriel entre les mains de sociétés privées, sa principale préoccupation étant de créer les conditions nécessaires au développement. La Journée envisagée de l'industrialisation de l'Afrique qu'approuve le pays pourrait être célébrée dans le cadre d'un séminaire consacré à cette préoccupation.

b) Madagascar

91. Parmi les six principales Journées célébrées que sont : la Journée de l'environnement, la Journée internationale de la femme, la Journée des volontaires, la Journée de l'alimentation, la Journée des télécommunications et la Journée des Nations Unies, celles qui sont effectivement célébrées avec la participation des membres du gouvernement et le secteur privé sont celles de la femme, de l'alimentation et des Nations Unies. Plusieurs manifestations marquent ces événements, expositions, projections de films et discours. Le gouvernement est favorable à l'organisation d'une Journée de l'industrialisation de l'Afrique.

c) Sénégal

92. Les autorités sont favorables à la proclamation d'une Journée de l'industrialisation de l'Afrique. Elles ont toutes fait preuve d'un intérêt certain à participer chacune à son niveau à l'organisation d'une telle manifestation. Sur le plan des institutions, le Sénégal dispose déjà de structures pouvant se charger de l'organisation de la célébration de cette Journée. Le pays a déjà acquis une certaine expérience dans la célébration non seulement de ses fêtes nationales officielles mais aussi de Journées internationales et africaines proclamées par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine.

d) Sierra Leone

93. Le gouvernement célèbre les Journées mondiales de la femme, de la météorologie, de la santé, des télécommunications, du Commonwealth, de l'alimentation, des Nations Unies, des volontaires et des droits de l'homme. Les principales activités consistent en discours, expositions, visites de projets et manifestations sportives. Le gouvernement est favorable à la proclamation d'une Journée de l'industrialisation de l'Afrique et suggère notamment, pour sa célébration, des expositions, des foires, des Journées portes ouvertes dans les principales entreprises et des publications spéciales.

III. RECOMMANDATIONS

A. Proclamation de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique (JIA)

94. Comme tous les représentants des pays et des organisations avec lesquels l'expert a pris contact, ainsi que toutes les personnalités qui ont répondu au télex envoyé par l'ONUDI se sont prononcés de façon unanime en faveur de la proclamation d'une Journée de l'industrialisation de l'Afrique, il est recommandé de prendre les mesures nécessaires pour proclamer officiellement cette Journée à partir de 1990; elle sera célébrée chaque année simultanément aux échelons national, régional, sous-régional et international.

B. Objectifs

95. La Journée de l'industrialisation de l'Afrique doit essentiellement servir à promouvoir l'industrialisation de ce continent en incitant les dirigeants nationaux et les décideurs des pouvoirs publics, de l'industrie et du monde des affaires, ainsi que les représentants de la communauté internationale, à s'engager résolument à soutenir l'industrialisation de l'Afrique. Elle viendra renforcer les efforts de promotion déployés par d'autres organismes du système des Nations Unies et par des organisations non gouvernementales et gouvernementales qui s'occupent de questions industrielles.

96. La Journée de l'industrialisation de l'Afrique permettra également de faire prendre davantage conscience à l'opinion publique africaine du rôle joué par la science et la technologie dans le développement économique et d'inciter l'Afrique à "créer plutôt qu'à consommer". Elle contribuera à stimuler les énergies créatives et les idées novatrices nécessaires pour favoriser la construction d'une Afrique industrielle.

97. La proclamation de cette Journée vient à un moment très favorable étant donné la crise économique grave que traverse l'Afrique. Elle contribuera à susciter des efforts concertés en vue d'accélérer l'industrialisation de ce continent. Elle permettra d'obtenir la coopération d'autres pays en développement et de s'assurer le soutien du monde entier en vue de favoriser les progrès de l'Afrique dans le domaine industriel et économique.

C. Date proposée pour la célébration de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique

98. Après avoir examiné soigneusement les dates des diverses Journées commémoratives nationales et internationales célébrées en Afrique, il est recommandé de choisir la date du 20 novembre pour la Journée de l'industrialisation de l'Afrique. Sur la suggestion de quelques pays africains, il est en outre recommandé aux pays d'envisager de prolonger la célébration de cette Journée qui aura lieu pour la première fois en 1990 pendant une semaine entière.

D. Choix d'un thème et d'un emblème pour la Journée de l'industrialisation de l'Afrique

99. Il est recommandé de choisir comme thème pour le lancement de la Journée, la première année, à savoir en 1990, "Les liens entre l'industrie, l'agriculture et la production alimentaire"; pour la seconde année "L'industrialisation et la dette extérieure de l'Afrique" et pour la troisième année 1991 "La mise en valeur des ressources humaines au service du développement industriel". Il est en outre recommandé de choisir pour les années suivantes des thèmes limités à un aspect particulier de l'industrialisation qui serait choisi deux ans auparavant par la Conférence des ministres africains de l'industrie.

100. Il est recommandé d'organiser, en Afrique, un concours en vue du choix d'un emblème pour la Journée de l'industrialisation de l'Afrique.

E. Activités prévues pour la célébration de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique

101. Pour assurer le succès de cette Journée, il est recommandé d'accorder une attention particulière aux activités suivantes :

- Programmes destinés au public et mécanisme permettant de lancer ces activités à tous les niveaux;
- Moyens à adopter pour motiver la population dans son ensemble, c'est-à-dire groupes cibles devant être mobilisés;
- Moyens à utiliser pour lancer la première Journée, en particulier allocutions par des personnalités nationales et organisation de manifestations musicales, sportives et autres;

- Mesures à prendre pour assurer le suivi des activités mises en oeuvre pour le lancement de la Journée. Ceci entraîne la création d'un mécanisme permanent pour la programmation des activités prévues pour les Journées suivantes.

102. Pour rester dans la ligne des activités organisées lors de la célébration d'autres Journées internationales proclamées par l'Organisation des Nations Unies, il est recommandé que les activités prévues pour la célébration de la Journée africaine de l'industrialisation comprennent essentiellement :

- a) Des allocutions et des interviews télévisées ou radiodiffusées des chefs d'Etat, des ministres de l'industrie, des directeurs généraux de l'OUA, de la CEA, de l'ONUDI et des organisations sous-régionales;
- b) L'organisation de séances de prospection d'idées, de débats, de colloques et de séminaires radiodiffusés ou télévisés sur des aspects généraux ou particuliers de l'industrie, en fonction des thèmes choisis pour l'Année;
- c) L'organisation d'expositions de produits industriels et de techniques mis au point dans le pays;
- d) La distribution de médailles et/ou de décorations à des personnes pour les services éminents rendus au développement de l'industrie ainsi qu'à la science et à la technologie dans leurs pays;
- e) L'organisation de Journées portes ouvertes dans les entreprises et associations industrielles et dans les institutions de recherche;
- f) L'organisation de concours aux niveaux national, régional ou sous-régional entre les universités et autres institutions d'enseignement supérieur sur des sujets touchant à l'industrie;
- g) La préparation et une large diffusion de matériel publicitaire, à savoir : affiches, brochures, communiqués de presse et publication de suppléments spéciaux sur l'industrie dans les journaux et revues;
- h) La production et la distribution aussi large que possible de films et de programmes radiodiffusés et télévisés;
- i) L'émission de timbres et de médailles commémoratives;
- j) L'organisation de manifestations sportives et autres activités d'appel de fonds, telles que des bals avec la contribution d'entreprises industrielles et commerciales en vue de mobiliser des ressources pour les activités de développement industriel, en particulier la formation aux niveaux national et régional;
- k) L'organisation de réunions de promotion en vue de mobiliser les entrepreneurs locaux et de les informer des possibilités d'investissements tout en s'assurant de leur concours pour l'industrialisation du pays.

103. Ces activités doivent faire appel à la participation de tous les secteurs de la population, en particulier la population rurale et les jeunes, et si possible, coïncider avec une manifestation nationale importante comme une exposition ou une foire industrielle. A l'échelon régional ou sous-régional, ces activités devraient si possible, s'inscrire dans le cadre des activités pertinentes des organisations sous-régionales.

104. Pour assurer le maximum d'impact à ces manifestations, il est recommandé de planifier suffisamment à l'avance les diverses activités entreprises pour célébrer la Journée de l'industrialisation de l'Afrique, en particulier au niveau national. La plupart des activités mentionnées plus haut exigent des préparatifs toute l'année, notamment pour la production de films, de publications, d'affiches et de programmes radiodiffusés et télévisés. L'organisation de Journées portes ouvertes, de concours, d'expositions et d'activités d'appel de fonds exige une préparation soignée et efficace. Puisque les ressources des Etats membres sont limitées, il faut être prudent dans le choix des activités, qui au départ, doivent rester modestes. A ce propos, les secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI devraient aider les pays et les organisations dans le choix, la préparation et l'organisation des activités prévues pour la célébration de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique. Des organismes tels que l'URTNA et le PANA, qui jouent un rôle important, doivent participer pleinement à ces activités.

F. Structures institutionnelles de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique

105. Au niveau national, il est recommandé que les comités nationaux pour l'ONUDI ou, éventuellement, les comités nationaux de coordination pour la Décennie, assument la responsabilité générale de la coordination des préparatifs pour ces diverses activités. Au niveau exécutif, le centre de liaison des activités industrielles du pays et les mécanismes centraux opérationnels nationaux pour la Décennie doivent se charger de la planification détaillée et des préparatifs quotidiens.

106. Au niveau sous-régional, il est recommandé que les comités de coordination sous-régionaux pour la Décennie ou les comités de coopération industrielle créés sous les auspices des organisations sous-régionales assurent la coordination générale des activités au niveau sous-régional, et que les directions de l'industrie ou les services administratifs responsables des questions industrielles dans toutes les organisations sous-régionales se chargent de l'aspect opérationnel de ces activités.

107. En ce qui concerne la structure au niveau de la région, c'est-à-dire du continent, il est recommandé que la Conférence des ministres africains de l'industrie soit chargée de donner les orientations générales, notamment à propos du thème à adopter chaque année. Les Conférences des ministres de l'OUA et de la CEA, les Conseils des ministres des organisations sous-régionales africaines et le Conseil du développement industriel de l'ONUDI doivent approuver les décisions de la Conférence des ministres de l'industrie et donner les directives nécessaires pour que ces décisions soient appliquées aux échelons national, régional ou sous-régional et international.

108. Au niveau international, il est recommandé de charger le Secrétariat de l'ONUDI de planifier, de coordonner et de surveiller la préparation de ces activités et de maintenir le contact avec la communauté internationale. Le Secrétariat de l'ONUDI devrait, en particulier, inciter les organisations du système des Nations Unies, ainsi que d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales à prendre des mesures en vue de la célébration de cette Journée.

109. En outre, le Comité mixte intersecrétariats OUA/CEA/ONUDI pour la Décennie devrait servir de centre de liaison et donc examiner, coordonner et suivre toutes les activités liées à la Journée de l'industrialisation de l'Afrique. Ce Comité devrait notamment harmoniser les activités organisées en

commun par les secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI et encourager la mise en oeuvre des décisions de la Conférence des ministres africains de l'industrie et de leurs organes législatifs pour la célébration de cette Journée. Une autre tâche importante de ce Comité consisterait à coordonner et à suivre l'assistance technique fournie aux pays et aux organisations de l'Afrique.

110. Il ne semble donc pas nécessaire de créer des structures spéciales à l'échelon national, sous-régional ou régional et international en vue de la célébration de l'Année de l'industrialisation de l'Afrique, puisque les structures existantes, notamment celles de la Décennie, suffisent pour cela. Toutefois les services chargés des questions industrielles au sein des gouvernements africains, des organisations régionales ou sous-régionales et des organisations internationales devraient être renforcés pour leur permettre d'accomplir efficacement les tâches supplémentaires entraînées par la célébration de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique. A ce propos, l'ONUDI est priée d'aider les pays africains à renforcer les comités de coordination pour l'IDDA ou les comités nationaux pour l'ONUDI existant à l'échelon national et sous-régional, en réactivant ceux qui sont en sommeil et en en créant de nouveaux.

111. Il faut donner aux secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI les ressources nécessaires pour leur permettre d'assister efficacement les pays et les organisations de l'Afrique à planifier et à mettre en oeuvre des programmes et des activités en vue de la célébration de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique. Le futur bureau régional de l'ONUDI en Afrique, les SIDFA et les administrateurs auxiliaires de l'ONUDI ainsi que le personnel des projets et les fonctionnaires des MULPOC de la CEA doivent être pleinement mobilisés pour qu'ils apportent leur contribution à cette manifestation.

G. Incidences financières de la proclamation de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique

112. En raison des graves difficultés économiques que connaissent les Etats Membres, il est recommandé de réduire à un minimum les obligations financières entraînées par la célébration de cette Journée. Comme on l'a déjà dit plus haut, on peut réduire le coût de l'opération en faisant coïncider la Journée avec d'autres manifestations importantes. Bien que la plupart des structures nécessaires à l'organisation des diverses activités prévues pour cette Journée soient déjà en place, il faudra néanmoins un supplément de ressources pour renforcer ces structures et leur permettre de remplir efficacement les tâches supplémentaires rendues nécessaires par l'organisation de cette Journée.

113. Il faudra, en particulier, des ressources supplémentaires pour organiser les concours nationaux, pour la conception et la publication d'affiches, de timbres commémoratifs, de médailles et de brochures, pour les activités d'appel de fonds, la publicité dans les moyens d'information de masse et la production de films et de programmes de radio spéciaux. Il faudra aussi des ressources pour assurer un soutien logistique aux diverses activités. On estime que, pour chaque pays, le coût moyen de l'organisation de ces activités ira de 50 000 à 100 000 dollars selon les dimensions du pays et l'ampleur des activités envisagées.

114. Même si le gouvernement doit prévoir dans son budget certaines subventions en vue de la célébration de cette Journée, il faut mobiliser des fonds provenant d'autres sources. Il faut demander à diverses organisations,

comme les chambres de commerce et d'industrie et les associations professionnelles, ainsi qu'à de grandes entreprises industrielles, de faire des contributions en espèces ou sous forme de dons pour les divers concours organisés à l'occasion de la célébration de cette Journée. Le ministère de l'information pourrait négocier avec les moyens d'information pour réduire ou peut-être même supprimer les frais (par exemple pour le temps d'antenne, l'espace publicitaire dans les journaux) pour les activités liées à cette Journée. On peut aussi se procurer des fonds en organisant des bals et des manifestations sportives.

115. En plus de ces ressources locales, on peut demander à des organisations internationales comme l'OUA, la CEA et l'ONUDI de fournir une assistance technique et financière aux gouvernements pour la préparation des activités de la Journée. On pourrait, par exemple, adopter une seule affiche et une seule brochure et les faire imprimer et diffuser par l'ONUDI dans le monde entier, en particulier dans les pays africains, ce qui éviterait à ces pays d'imprimer chacun des affiches et des brochures différentes. En outre, des programmes modèles pour la radio et la télévision pourraient être produits par une organisation internationale et adaptés par les pays africains à leurs besoins particuliers.

116. Aux niveaux régional ou sous-régional, les implications financières resteront minimales puisque l'essentiel des activités se déroulera au niveau national. Il faudra néanmoins quelques ressources, même modestes, pour organiser des concours à l'échelon régional ou sous-régional et pour bénéficier des services de l'URTNA ou de la PANA pour assurer la publicité de ces manifestations.

117. Les organisations internationales et régionales africaines, et notamment la CEA, l'OUA et l'ONUDI, devraient disposer des ressources suffisantes pour fournir une assistance aux pays africains et organiser leurs propres activités à l'occasion de la Journée. Il faudrait ouvrir des crédits, même modestes, pour des missions de consultations à court terme et les voyages des fonctionnaires qui se rendront en Afrique et discuteront avec les pouvoirs publics et les organisations africaines de la production et de la diffusion de programmes radiodiffusés et télévisés, de la publication de numéros spéciaux sur l'industrie dans les revues et de la publicité en faveur de la Journée.

IV. CONCLUSION

118. En conclusion, on peut dire que la Journée de l'industrialisation de l'Afrique constituera une occasion unique pour les dirigeants africains de réfléchir sur les moyens d'accélérer l'industrialisation du continent et de faire participer tous les secteurs de la population aux efforts d'industrialisation nationaux, en particulier le monde des affaires, les jeunes et les populations rurales. A cet égard, la Journée aura un objectif pratique, dans la mesure où elle donnera l'occasion de faire mieux connaître les efforts de développement industriel nationaux et d'évaluer les réalisations dans ce secteur.

119. Il convient de souligner que l'impact des efforts déployés pour la célébration de la Journée africaine de l'industrialisation ne sera pas immédiatement perceptible, du moins à court terme. Il faudra faire preuve de patience. La célébration de cette Journée doit être considérée comme une opération à long terme puisqu'il faudra, pratiquement plusieurs années avant que son impact sur l'industrialisation et le développement économique du pays

ne devienne sensible. Aussi l'engagement matériel et politique des pouvoirs publics est-il indispensable au succès et au rayonnement de cette manifestation.

120. Compte tenu de ce qui précède, il serait souhaitable de prévoir un mécanisme d'évaluation qui permettrait aux autorités chargées de la coordination d'entreprendre des évaluations périodiques de l'impact de cette Journée sur les efforts d'industrialisation de la région. A cet égard, il est recommandé aux secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI d'entreprendre une évaluation des activités organisées en vue de la célébration de la Journée pendant les trois premières années et de soumettre à la Conférence des ministres africains de l'industrie à sa session de 1994-1995 un rapport général rendant compte de l'impact de ces activités, des obstacles rencontrés et des améliorations proposées.

ANNEXE I

Liste des pays dans lesquels l'expert s'est rendu et des organisations
qui l'ont reçu

Pays

Côte d'Ivoire
Egypte
Ethiopie
Gabon
Kenya
Nigéria
Zimbabwe

Organisations

ONUDI	(Siège et SIDFAS des pays visités)
Unesco	(Siège et bureaux locaux en Egypte, en Ethiopie et au Zimbabwe)
CNUCED	
OIT	(Bureau de Nairobi)
OMS	(Siège et bureaux régionaux en Ethiopie)
FIDA	Siège
FAO	(Siège et représentants en Ethiopie, au Kenya, en Côte d'Ivoire et au Sénégal)
PNUD	(Bureaux régionaux dans les pays visités)
OUA	(Siège et bureau de Lagos)
CEA	Siège
UNICEF	(Bureaux régionaux en Ethiopie, au Zimbabwe et au Nigéria)
PNUE	Siège
TEEAC	Siège
CEDEAO	Siège
CRAT	Siège

ANNEXE II

Journées et semaines internationales annuelles célébrées par
l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées 1/

8 Mars	Journée internationale de la femme
21 mars	Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale
Début le 21 mars	Semaine de solidarité avec les peuples en lutte contre le racisme et la discrimination raciale
23 mars	Journée météorologique mondiale
7 avril	Journée mondiale de la santé
17 mai	Journée mondiale des télécommunications
Début le 25 mai	Semaine de solidarité avec les peuples de la Namibie et de tous les autres territoires coloniaux, ainsi que de l'Afrique du Sud, qui luttent pour la liberté, l'indépendance et les droits de l'homme
4 juin	Journée internationale des enfants victimes innocentes de l'agression
5 juin	Journée mondiale de l'environnement
16 juin	Journée internationale de solidarité avec la population en lutte d'Afrique du Sud
9 août	Journée internationale de solidarité avec la lutte des femmes d'Afrique du Sud et de Namibie
26 août	Journée de la Namibie
Troisième mardi de septembre	Journée internationale de la paix
8 septembre	Journée internationale de l'alphabétisation
Dernière semaine de septembre	Journée maritime mondiale
Premier lundi d'octobre	Journée mondiale de l'habitat
9 octobre	Journée de l'Union postale universelle, Journée mondiale de l'enfance

1/ Ces informations sont extraites du document de référence N° 25 publié
à l'attention de la presse, Section de la presse, New York, en

ANNEXE II (suite)

11 octobre	Journée de solidarité avec les prisonniers politiques sud-africains
16 octobre	Journée mondiale de l'alimentation
24 octobre	Journée des Nations Unies, Journée mondiale d'information sur le développement
24-30 octobre	Semaine du désarmement
Semaine du 27 octobre	Semaine de solidarité avec le peuple namibien et son mouvement de libération
29 novembre	Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien
5 décembre	Journée internationale des volontaires pour le développement économique et social
10 décembre	Journée des droits de l'homme

ANNEXE III

JOURNEES NATIONALES ET INTERNATIONALES ANNUELLES CELEBREES EN AFRIQUE

JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
NOUVEL AN					
1 AI CMR, AI SOUD	1	1	1 VENDREDI SAINT	1	1 FN TUNISIE
2	2	2	2	2	2
3	3	3 FN SOUD, FN MAR	3 PAQUES	3	3
4	4	4	LUNDI DE PAQUES 4 FN SENEGAL	4	4 JIEIVA
5	5	5 AI GUIN. EQUAT.	5	5	5 JME
6	6	6 AI GHANA	6	6	6
7 NOEL ETHIOPIEN	7	7	7	7	JOURNEE 7 DU TCHAD
8	8	8	8	8	8
9	9	9	9	9	9
10	10	10	PAQUE 10 ETHIOPIENNE	10	10
11	11	11	11	11	11
12	12	12 FN MAURICE	12	12	12
13 FN TOGO	13	13	13	13	13
14	14	14	14	14	14
15	15	15	15	15	15
16	16	16	16	16	16 JISPLAS
17	17	17	17	17	17
18	18 FN GAMBIE	18	18 AI ZIMBABWE	18	18
19	19	JOURNEE DE LA 19 JEUNESSE	19 FN SIERRA LEONE	19	19
20 EPIPHANIE	20	20	20	20 FN CAMEROUN	20
21	21	21 JIEDR	21	21	21
22	22	22	22	22 PENTECOTE	22
23	23	23	23	LUNDI DE 23 PENTECOTE	23
24	24	24	24	24	24
25	25	25	25	25 JOUR LIB. AFR.	25 AI MOZAMBIQUE
26	26	26	26 FN TANZANIE	26	26 FN MADAGASCAR
27	27	27	27	27	27 AI DJIBOUTI
28	28	28	28	28	28 AI SEYCHELLES
29	29	29	29	29	29
30		30	30	30	30 AI ZAIRE
31		31		31	

ANNEXE III (suite)

J U I L L E T	A O U T	S E P T E M B R E	O C T O B R E	N O V E M B R E	D E C E M B R E
1 AI RWAN. FN GHA 1 AI BURUNDI	JOURNEE DES 1 AGRICULTEURS	1 FN LIBYE	1 FN NIGERIA	1 FN ALGERIE	1 FN REP. CENTRA.
2	2	2	2 FN GUINEE	2	2
3	3	3	JOURNEE MONDIALE 3 DE LA SANTE	3	3
4	4 FN BURKINA FASO	4	4 FN LESOTHO	4	4
5 FN RWANDA 5 AI CAP-VERT FN MALAWI	5	5	5	5 AI SAO TOME-ET- 5 PRINCIPE	5 JIVDES
6 AI COMORES	6	6 FN SWAZILAND	6	6	6
7	7	7	7	7	7 FN COTE 7 D'IVOIRE
8	8	8	8	8	8
9	9 JISLFASN	9	9 FN OUGANDA	9	9
10	10	10	10	10	JOUR. DROITS 10 DE L'HOMME
11	11 FN TCHAD	11 NOUVEL AN ETHIOPIEN	11 JSPPAS	11 AI ANGOLA	11 AI BURKINA FASO
12	12	12 FN ETHIOPIE FN CAP-VERT	12 FN GUINEE EQUA.	12	12 FN KENYA
13	13 AI REP. CENTRAF. FN CONGO	13	13	13	13
14	14 FN CONGO FN CONGO	14	14	14	14
15	15 ASSOMPTION	15	15	15	15
16	16	16	JOURNEE MOND. 16 ALIMENTATION	16	16
17	17 FN GABON	17	17	17	17
18	18	18	18	18	18 AI NIGER
19	19	19 JIF	19	19	19
20	20	20	20	20	20
21	21	21	21 FN SOMALIE	21	21
22	22	22 FN MALI	22	22	22
23 FN EGYPTTE	23	23	23	23	23
24	24	24 AI GUINEE- BISSAU	24 AI ZAMBIE JOUR. NAT.UNIES	24 FN ZAIRE	24
25	25	25	25	25	25 NOEL
26 AI LIBERIA	26 JOURNEE NAMIBIE	26	26	26	26 BOXING DAY
27	27	27	27	27	27
28	28	28	28	28 AI MAURITANIE	28
29	29	29	29	29 JISPP	29
30	30	30 AI BOTSWANA	30	30 FN BENIN	30
31	31		31		31

AI = Anniversaire de l'indépendance

FN = Fête nationale

JIEDR = Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale

JIEIVA = Journée internationale des enfants victimes innocentes de l'agression

JISPLAS = Journée internationale de solidarité avec les peuples en lutte d'Afrique du Sud

JISLFASN = Journée internationale de solidarité avec la lutte des femmes en Afrique du Sud et en Namibie

JSPPAS = Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud

JISPP = Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien

JIVDES = Journée internationale des volontaires pour le développement économique et social

JME = Journée mondiale de l'environnement

JIF = Journée internationale de la paix